

LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE

SOMMAIRE



Aid to the Church in Need

L'intégralité du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde peut être trouvée sur le site www.religion-freedom-report.org



Le rapport de 2018 est la 14ème édition du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde que l'Aide l'Église en Détresse produit tous les deux ans. Il est publié en anglais, français, allemand, italien, portugais et espagnol.

Rapport sur la liberté religieuse dans le monde

Rédacteur en chef: John Pontifex | Rédactrice: Marcela Szymanski | Président du comité de rédaction: Mark von Riedemann

Comité de rédaction: Marc Fromager, Marta Garcia Campos, Maria Lozano, Marta Petrosillo, Peter Sefton-Williams et Roberto Simona

Édition et relecture: David Black, Tony Cotton, Angie Deevy, Dee Dunne-Thomas, Caroline Hull, Fr Alistair Jones OP, Christopher Jotischky-Hull, Michael Kinsella, Andrew Macdonald Powney, Murcadha O Flaherty, John Newton, Elizabeth Rainsford-McMahon, Tony Smith, Heather Ward

RAPPORT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE

2018
Sommaire



Aid to the Church in Need

TABLE DES MATIÈRES

Préface du Cardinal Dieudonné Nzapalainga	05
Éléments essentiels	06
Principales constatations	09
Pays où les violations de la liberté religieuse sont significatives	
Carte	34
Table	36
Fiches d'information	
Pas seulement une question religieuse	08
Violence sexuelle et conversion forcée des femmes 1: Nigéria, Syrie et Iraq	24
Violence sexuelle et conversion forcée des femmes 2: Égypte et Pakistan	26
Crise au sein de l'islam	32
Études de cas	
INDE: un fermier musulman tué par des radicaux de la «vigilance bovine»	10
BIRMANIE (MYANMAR): les Rohingyas fuient la violence, les viols et la discrimination de masse	14
IRAK: la défaite des extrémistes annonce la reconstruction de la ville	16
PHILIPPINES: enlèvement d'un prêtre et du personnel de la cathédrale	19
ÉGYPTE: des extrémistes tuent 29 pèlerins chrétiens coptes	21
NIGERIA: des catholiques assassinés pendant la messe	22
AFGHANISTAN: des musulmans chiites bombardés par des extrémistes sunnites	25
ESPAGNE: des islamistes conduisent une camionnette dans la foule, tuant 15 personnes	28
FRANCE: une juive jetée par la fenêtre du troisième étage	30
MEXIQUE: des membres du clergé visés par des organisations criminelles	33

Sommaire: Fiches d'information par Marc Fromager, directeur national de l'AED (France), et Marta Petrosillo, responsable communication, AED (Italie) | **Designer:** Helen Anderson | **Infographiste:** JS Design | Imprimé par Cliffe Enterprise, Eastbourne, BN22 8UY

© 2018 Aid to the Church in Need | Aid to the Church in Need (UK), 12-14 Benhill Avenue, Sutton, Surrey SM1 4DA | A registered charity in England & Wales (1097984) and Scotland (SC040748) | 020 8642 8668 | acn@acnuk.org

PRÉFACE

Du Cardinal Dieudonné Nzapalainga

Archevêque de Bangui, République Centrafricaine

Ici, en Centrafrique, la liberté religieuse n'est pas un concept, c'est une question de survie.

L'idée n'est pas de savoir si on est plus ou moins confortable avec les soubassements idéologiques qui président à la liberté religieuse. L'idée, c'est d'éviter un bain de sang!

Ici, à Bangui, où des forces de destruction ont été semées et entretenues, nous n'avons pas le choix. Soit nous parvenons à rétablir la paix, soit nous disparaîtrons. Et cette paix aura notamment pour fondement une véritable paix religieuse, possible dans un contexte pluri-religieux uniquement si la liberté religieuse est comprise, acceptée et mise en œuvre.

Que ce soit dans ce pays où nous sommes bien placés pour le savoir, mais sans doute également dans la plupart des zones de crises à travers le monde, vouloir limiter les causes profondes du chaos à leur simple dimension religieuse n'aurait aucun sens. La réalité est complexe et les crises modernes le plus souvent une conséquence de multiples éléments entremêlés.

De manière assez récurrente, on retrouve entrelacées les dimensions politique, économique et religieuse. En général, on s'aperçoit malheureusement que les éléments religieux sont instrumentalisés en vue d'intérêts politiques ou économiques et le plus souvent, les deux à la fois.

L'instrumentalisation de la religion fonctionne d'autant mieux que les sentiments religieux font appel à ce qu'il y a de plus profond en nous et peuvent facilement susciter des émotions passionnelles.

Certains médias occidentaux aujourd'hui aiment à mettre en évidence ces pulsions pour mieux dénigrer

le fait religieux dans son ensemble et c'est pourquoi nous devons toujours chercher à faire la part des choses. Cela ne signifie pas que la religion ne puisse pas être un facteur de tension ou une cause sérieuse de conflit mais un vrai discernement est nécessaire.

En Centrafrique, il n'y avait pas de tension religieuse avant ce conflit qui aujourd'hui plonge notre pays dans une violence permanente. Le chaos qui en résulte permet à un certain nombre de prédateurs de poursuivre non seulement le pillage de nos richesses mais aussi des objectifs politiques à long terme, le tout sur fond d'affrontement religieux, savamment entretenu.

Avec d'autres responsables religieux, nous n'avons pas ménagé nos efforts pour apaiser au contraire cette tension religieuse. Nous prenons des risques, nous nous exposons à bien des critiques mais cette recherche permanente de dialogue inter-religieux et de réconciliation est sans doute le dernier rempart contre l'impléction définitive de notre pays.

Dans cette optique, le Rapport que publie l'Aide à l'Eglise en Déresse vient à point nommé. Ce Rapport est la démonstration de l'importance de ce que nous faisons ici. Ce Rapport est un encouragement puissant au milieu de tant de contrariétés. Ce Rapport est enfin un véritable outil qui nous permet d'illustrer la nécessité absolue qu'il y a à faire la paix.

La liberté religieuse supprime la tentation de l'instrumentalisation religieuse et peut même, en nous unissant dans le respect de nos différences, mettre un terme aux autres manipulations politiques et économiques dont nous faisons l'objet. Un immense merci au service que vous nous rendez en publant ce Rapport.



Cardinal Dieudonné Nzapalainga with Kobine Layama, chair of the Islamic Community of the Central African Republic.

Les éléments essentiels

Période faisant l'objet du présent rapport: juin 2016 à juin 2018 (inclus)

1. a) Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, la situation des groupes confessionnels minoritaires s'est détériorée dans 18 des 38 pays, soit près de la moitié, où il est considéré que les violations de la liberté religieuse sont significatives. Un déclin particulièrement grave a été observé en Chine et en Inde. Dans beaucoup d'autres pays – y compris en Corée du Nord, en Arabie Saoudite, au Yémen et en Érythrée – la situation était déjà si mauvaise qu'elle ne pouvait guère s'aggraver.
b) L'aggravation de l'intolérance envers les minorités religieuses a eu pour conséquence de placer, pour la première fois, deux pays – la Russie et le Kirghizistan – dans la catégorie «discrimination».
c) Par rapport au précédent Rapport, davantage de pays manifestant des violations significatives de la liberté religieuse ont montré des signes de détérioration de la situation des minorités religieuses – 18 pays, soit quatre de plus qu'en 2016.
d) Une augmentation des violations de la liberté religieuse de la part d'acteurs étatiques – les régimes autoritaires – a eu pour conséquence qu'un plus grand nombre de pays ont affiché un déclin de la liberté religieuse par rapport à 2016.
e) Inversement, une forte baisse de la violence des milices d'Al Shabaab a eu pour conséquence de faire passer la Tanzanie et le Kenya du groupe des pays de «persécution» en 2016 au groupe des pays «non classés» en 2018. Alors qu'une diminution des violations de la liberté religieuse imputables aux islamistes a été notée dans certains pays, la situation s'est manifestement aggravée dans beaucoup d'autres.
2. Le nationalisme agressif, hostile aux minorités religieuses, s'est aggravé au point de pouvoir qualifier ce phénomène d'ultranationalisme. L'intimidation violente et systématique des groupes religieux minoritaires a conduit à les stigmatiser en tant qu'étrangers déloyaux et menaces pour l'État.
3. Il y a de plus en plus de signes d'une chape de plomb d'indifférence derrière laquelle souffrent les communautés vulnérables, leur sort



étant ignoré par un Occident religieusement analphabète.

4. Aux yeux des gouvernements occidentaux et des médias, la liberté religieuse n'est pas prioritaire dans les questions liées aux droits de l'homme. Elle est éclipsée par les questions de genre, de sexualité et de race.
5. On a observé une réinstallation rapide et inattendue de certains groupes confessionnels minoritaires dans des régions du Proche-Orient autrefois occupées par l'État islamique (Daech) et d'autres organisations hyper-extrémistes.
6. La plupart des gouvernements occidentaux n'ont pas fourni d'aide d'urgence aux groupes confessionnels minoritaires, en particulier aux communautés déplacées qui souhaitaient rentrer chez elles.
7. Le succès des campagnes militaires contre l'État islamique et d'autres groupes hyper-extrémistes a dissimulé la propagation des mouvements islamistes militants dans certaines régions d'Afrique, du Proche-Orient et d'Asie.
8. Les conflits entre l'islam sunnite et chiite ont alimenté des groupes extrémistes, dont l'État islamique.
9. De nouvelles preuves montrent l'ampleur des abus sexuels commis contre des femmes par les extrémistes en Afrique, au Proche-Orient et dans certaines parties du sous-continent indien.
10. On observe une recrudescence des attaques extrémistes en Europe et ailleurs en Occident, motivées en partie par la haine religieuse. Les attentats suggèrent que la menace de l'extrémisme militant est désormais devenue universelle, imminente et omniprésente. À ce titre, cette menace peut être qualifiée de terrorisme de voisinage.
11. L'islamophobie a augmenté en Occident, en partie en raison de la crise actuelle des migrants.
12. L'aggravation de l'antisémitisme a entraîné une augmentation de l'émigration juive vers Israël.



FICHE D'INFORMATION

Pas seulement une question religieuse

Par Marc Fromager

Le présent rapport, qui examine la liberté religieuse, cherche à évaluer les preuves relatives à la pratique et à l'expression de la foi pays par pays, et à donner une vue des perspectives de ce que sera son évolution.

Il convient d'éviter deux écueils, consistant tous deux à refléter avec inexactitude les facteurs religieux dans l'analyse du conflit, soit en exagérant leur importance, soit en omettant de les reconnaître suffisamment. En réalité, la religion n'est qu'un des nombreux facteurs en jeu, dont beaucoup sont liés entre eux de façon inextricable.

Sans qu'ils soient dans un ordre particulier, une liste des facteurs impliqués inclurait: le poids de l'histoire, l'impact de la géographie ou du climat, les circonstances politiques – tant historiques que contemporaines, les caractéristiques démographiques, la situation socio-économique, la culture, le niveau d'éducation et enfin la religion.

Si nous voulions regrouper ces différents éléments dans un souci de clarté, nous pourrions supposer que ces facteurs peuvent être liés à trois domaines fondamentaux: la politique, l'économie et la religion. Il est fréquent que ce dernier ne soit pas considéré de manière systématique, ce qui n'est pas le cas du présent rapport où il est l'objet principal de l'étude.

Deux crises récentes aident à illustrer la complexité de telles situations, à savoir la guerre en Syrie et l'exode des Rohingyas. Généralement décrite comme une guerre civile, la crise syrienne comporte une dimension géopolitique internationale (conflit saoudien-iranien, puis confrontation russo-américaine), une composante économique (gaz du Qatar et pétrole syrien) et un élément religieux (combats entre sunnites et chiites dans le contexte de l'expulsion des minorités religieuses).

Le conflit des Rohingyas est habituellement présenté de façon simpliste, avec les pauvres et innocentes victimes musulmanes persécutées par des bouddhistes birmans maléfiques, mais lorsqu'on examine la nature de ce conflit, il est clair qu'il n'est pas purement religieux.

Encore une fois, il existe des facteurs politiques: le désir de sécession d'une ethnie habitant une partie du territoire birman dans un contexte de changements démographiques (les Rohingyas sont considérés par beaucoup de birmans et par le gouvernement comme étant principalement d'origine bengalie) et de causes économiques (la découverte d'un grand gisement d'hydrocarbures au large de cette région, et la volonté de défier des investissements chinois considérables).

Ces deux illustrations montrent qu'il y a un facteur religieux, mais qu'il ne peut expliquer adéquatement la cause profonde d'aucune des deux crises. En tenant compte de cette complexité, on souligne l'importance de la promotion de la liberté religieuse. Cela peut aider à réduire l'instrumentalisation possible de la religion, et ainsi à éliminer l'un des facteurs contribuant à la crise.



PRINCIPALES CONSTATATIONS

Par John Pontifex, rédacteur en chef du *Rapport sur la Liberté Religieuse dans le Monde*, 2018.

Ils m'ont mis un couteau sous la gorge et un pistolet sur la tempe. Ils m'ont traité de kaffir [mécréant]. Ils ont dit qu'ils allaient me tuer. J'ai été placé en isolement cellulaire, et au cours des semaines qui ont suivi, j'ai perdu plus de la moitié de mon poids.¹

Au cours d'un entretien accordé à l'Aide à l'Église en Déresse, début 2018, Antoine, un père de famille, a décrit sa capture et sa captivité par des extrémistes islamistes dans la ville d'Alep, dans le nord de la Syrie. Quand les miliciens ont découvert qu'il était chrétien, ils ont exigé qu'il se convertisse ou qu'il meure. Il a été incarcéré, torturé et privé de nourriture. Il se réveillait chaque jour en craignant que ce ne soit son dernier.

C'est le prix qu'Antoine a payé à cause de l'absence de liberté religieuse. Et pourtant, il a eu de la chance. Un jour, il a eu l'occasion de s'évader et a saisi cette opportunité. Alors que tous ses ravisseurs étaient en prière, il s'est rendu silencieusement à la porte principale de la prison qui n'était pas fermée à clé. Il est sorti discrètement, a escaladé un haut mur et a fui en courant. Plus tard le même jour, il était à nouveau avec sa femme, Georgette, et ses trois filles.

Cette histoire personnelle, et bien d'autres, constituent la «raison d'être» du présent rapport. Pour certains, la persécution a été vécue avec un résultat bien différent. Un nombre incalculable de personnes ont été tuées simplement parce qu'elles n'étaient pas de la «bonne» religion. Beaucoup d'autres ont disparu, et encore plus ont été retenus en captivité pour une durée indéterminée.

De si nombreux incidents, motivés par la haine religieuse, montrent à quel point la liberté religieuse dans le monde est actuellement «un droit orphelin».²

Dès lors, il est sans doute plus important que jamais de parvenir à une définition claire et pratique de la liberté religieuse et de ses ramifications pour les gouvernements, les autorités juridiques et la société dans son ensemble. Le présent *Rapport 2018 sur la liberté religieuse dans le monde* de l'Aide à l'Église en Déresse reconnaît les principes fondamentaux de la liberté religieuse tels qu'ils sont énoncés à l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'Organisation des Nations Unies en 1948:

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa

religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.³

Le présent rapport évalue la situation religieuse de tous les pays du monde. Reconnaissant que la liberté religieuse ne peut pas être évaluée de manière adéquate si elle est appréciée isolément, les fiches sur les différents pays examinent la relation souvent complexe entre les questions de religion et d'autres facteurs connexes – par exemple la politique, l'économie, l'éducation (voir le document de référence – pas seulement une question religieuse). 196 nations ont ainsi été examinées en accordant une attention particulière à la place de la liberté religieuse dans les textes juridiques, aux incidents notables, et enfin en projetant des tendances probables. À partir de ces fiches, les pays ont été classés (voir le tableau qui figure à la page 36-39). Le tableau porte sur les pays dans lesquels les violations de la liberté religieuse vont au-delà des formes relativement légères d'intolérance et présentent une violation fondamentale des droits de l'homme.

Les pays où ces graves violations se produisent ont été classés en deux catégories: «discrimination» et «persécution» (pour une définition complète des deux catégories, voir www.religion-freedom-report.org) Dans ces cas de discrimination et de persécution, le recours à la loi est généralement faible, voire inexistant, pour les victimes.

En substance, la «discrimination» implique habituellement une institutionnalisation de l'intolérance, exercée habituellement par l'État ou ses représentants à différents niveaux, avec des mauvais traitements infligés officiellement à certains groupes, y compris des communautés confessionnelles.

Alors que la catégorie «discrimination» identifie généralement l'État comme l'opresseur, la catégorie alternative, «persécution», inclut également des groupes terroristes et des acteurs non étatiques, car l'accent est mis ici sur des campagnes actives de violence et d'assujettissement, impliquant également le meurtre, la détention illégale et l'exil forcé ainsi que des dommages aux biens et expropriations. En effet, l'État lui-même peut souvent être victime, comme on le voit par exemple au Nigéria. Par conséquent, la «persécution» est une catégorie plus grave, car les violations de la liberté religieuse en question sont pires et, de par leur nature, tendent également à inclure des formes de discrimination en tant que sous-produit.

¹ John Pontifex, 'The suicide bomber saved by Our Lady,' *Catholic Herald*, 8th March 2018, <http://www.catholicherald.co.ukw0080000007c4dww.catholicherald.co.uk/magazine-post/the-suicide-bomber-saved-by-our-lady/>

² 'Article 18: an orphaned right' – A report of the All Party Parliamentary Group on International Religious Freedom, June 2013

³ United Nations – 'The Universal Declaration of Human Rights' – <http://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/index.html> (accessed 23rd June 2018)



ÉTUDE DE CAS: INDE

UN FERMIER MUSULMAN TUÉ PAR DES RADICAUX DE LA «VIGILANCE BOVINE»

Avril 2018: Pehlu Khan, un producteur laitier musulman, est mort après avoir été attaqué par des miliciens de la «vigilance bovine» à Alwar, dans l'État du Rajasthan. Pehlu Khan et ses collègues ont été arrêtés par environ 200 miliciens lors du transport quotidien du bétail qu'ils venaient de racheter pour le ramener dans leur village. La vache est sacrée dans la tradition hindoue, et protégée par la Constitution indienne. Les membres de la milice ont harcelé, agressé ou tué des individus soupçonnés d'abattre des vaches.

Peu de temps avant sa mort, Pehlu Khan a fait une déclaration à la police en identifiant les six personnes responsables de son agression, mais toutes les accusations criminelles contre eux – dont l'accusation de meurtre – ont été abandonnées. Alors que les autorités n'ont pas réussi à avancer dans l'affaire du meurtre, 11 des musulmans attaqués avec Pehlu Khan ont été arrêtés dans le cadre de délits relevant de la loi sur la protection des vaches du Rajasthan.

Des manifestations ont été organisées à New Delhi et ailleurs en réponse à la violence grandissante ciblant les musulmans et les dalits (membres de la caste inférieure) par des justiciers hindous. Les attaques contre les minorités religieuses, en particulier contre les chrétiens, ont considérablement augmenté à la suite de la victoire écrasante du Bharatiya Janata Party (BJP) aux élections de mars 2017.

Les dirigeants du BJP sont partisans de l'idéologie hindutva qui considère l'Inde comme une nation hindoue. S'exprimant après la mort de Pehlu Khan, Rahul Gandhi, un homme politique, a déclaré que cette «nouvelle vision de l'Inde, que Narendra Modi propage, est une vision dans laquelle une seule idée prévaudra». Cependant, le Premier ministre Modi a appelé à agir contre les groupes de miliciens de la vigilance bovine en août 2017.

Au moins 10 musulmans ont été assassinés en 2017 par des miliciens hindous radicaux de la «vigilance bovine».

Sources: LiveMint, jeudi 6 avril 2017; Times of India, 2h avril 2017; Business Standard (Inde), 1er février 2018; USCIRF 2018 report.

Examinant les différents pays de la planète les uns après les autres, le présent rapport a trouvé des preuves d'importantes violations de la liberté religieuse dans 38 pays (19,3% d'entre eux). Ces 38 pays ont été examinés plus en détail, et les conclusions suivantes ont été tirées: Premièrement, 21 pays (55% d'entre eux) ont été placés dans la catégorie «persécution» et les 17 autres (45%) dans la catégorie des «discriminations». Cela signifie qu'au niveau mondial, que 11% des pays ont été classés dans la catégorie «persécution» et 9% dans la catégorie «discrimination». Deuxièmement, la situation en matière de liberté religieuse s'est détériorée dans 18 des 38 pays (47,5%), répartis à peu près uniformément entre les catégories «persécution» et «discrimination». Troisièmement, ces 18 pays sur 38 – 47,5% – n'ont montré aucun signe évident de changement entre 2016 et 2018. Quatrièmement, la situation de la liberté religieuse ne s'est améliorée que dans deux des pays (5%), à savoir l'Irak et la Syrie, les deux principaux contrevéniens en 2016. La situation de la liberté de religion en Russie et au Kirghizistan s'est significativement détériorée, à un point tel au cours des deux années depuis juillet 2016 que ces pays sont pour la première fois entrés dans la catégorie «discrimination» en 2018. En revanche, la forte baisse de la violence des milices islamistes en Tanzanie (Zanzibar) et au Kenya a eu pour conséquence, en 2018, de faire remonter ces deux pays de deux catégories, passant à «non classifiés».

Si, à de nombreux égards, les conclusions de 2018 sont comparables à celles enregistrées en 2016, on constate une différence importante: une augmentation marquée du nombre de pays dans lesquels les violations de la liberté religieuse sont importantes, où la situation s'est clairement aggravée. En 2018, la situation a décliné dans 18 pays, soit quatre de plus que pendant la période précédente. Cette détérioration marquée, qui reflète une tendance générale, montre l'augmentation des menaces que des acteurs étatiques font peser sur la liberté religieuse. Citons ici notamment la Birmanie (Myanmar), la Chine, l'Inde, l'Iran, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie, le Tadjikistan et la Turquie. Bien que les menaces imputables aux islamistes et aux autres acteurs non étatiques aient diminué depuis 2016 dans des pays comme la Syrie, l'Irak, la Tanzanie et le Kenya, dans de nombreux autres pays la menace de l'islamisme a été notable, mais pas nécessairement encore suffisante pour justifier de les classer dans une plus mauvaise catégorie. Les preuves suggéraient que les menaces allaient vraisemblablement augmenter au cours de la décennie à venir. Cette même projection peut être faite de façon plus définitive en ce qui concerne les acteurs étatiques – régimes autoritaires – qui, depuis 2016, ont fait reculer la liberté

religieuse dans de nombreux pays, y compris ceux qui ont une influence tant régionale que mondiale.

Parmi les pays ayant connu le déclin le plus marqué de la liberté religieuse au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, l'Inde est particulièrement importante car elle est le deuxième pays le plus peuplé au monde⁴, avec l'une des économies les plus florissantes.⁵ Rapport après rapport, des actes de violence flagrante sont apparus, impliquant à chaque fois la haine religieuse comme motivation claire. L'État du Madhya Pradesh, dans le centre du pays, fournit un bon exemple. Décrivant «une atmosphère d'hostilité à l'égard [de l'Eglise]⁶», Mgr Anthony Chirayath, évêque de Sagar, a raconté comment des nationalistes fanatiques avaient menacé physiquement des familles dans son diocèse et leur avaient ordonné de partir. Il a en outre déclaré que des extrémistes hindous avaient frappé huit prêtres et incendié leur véhicule devant un poste de police à Satna. Les défenseurs des droits de l'homme ont documenté 736 attaques contre des chrétiens en 2017, contre 358 en 2016.⁷ (Voir l'étude de cas – INDE: un fermier musulman tué par des radicaux de la «vigilance bovine»).

Cette violence contre les chrétiens, les musulmans et d'autres minorités – dont beaucoup font partie des castes inférieures – révèle l'émergence d'une forme particulièrement agressive de nationalisme, évident à la fois en Inde et dans d'autres pays. Le nationalisme en question non seulement considère que les groupes minoritaires respectueux des lois sont une menace pour l'État-nation, mais commet aussi des actes d'agression destinés à les forcer à abandonner leur identité respective, ou à quitter le pays. Une telle menace peut être qualifiée d'*ultranationalisme*. Au centre des fortes inquiétudes concernant la prétendue évangélisation de communautés hindoues, les minorités sont accusées d'être «une menace pour l'unité du pays» – ainsi qu'un député indien l'a dit.⁸ Ces affirmations sont le signe d'un esprit nationaliste qui identifie de façon exclusive l'État-nation à l'hindouisme.

Les groupes nationalistes hindous les plus stricts sont habituellement tenus responsables des attaques décrites comme «faisant partie d'une tendance sans précédent à représenter [les groupes confessionnels minoritaires] comme agissant contre l'État et l'ethos national».⁹ L'éventuelle «complicité¹⁰» des forces de sécurité indiennes dans la violence ou, à tout le moins, leur inaction, a posé question à maintes reprises. Des observateurs ont noté que la forte augmentation des attaques contre les minorités religieuses en Inde avait coïncidé avec l'ascension du Bharatiya Janata Party¹¹ qui a des liens idéologiques et organisationnels

⁴ According to statistics in the *Yearbook of International Religious Demography*, (publication date required), India's population was more than 1.326 million in 2016.

⁵ Kiran Stacy and James Kynge, 'India regains title of world's fastest-growing economy', *Financial Times*, 28th February 2018, <https://www.ft.com/content/cb5a4668-1c84-11e8-956a-43db76e69936> (accessed 24th June 2018)

⁶ "Hindu radicals want to eliminate us. Help us," says the bishop of Sagar', *AsiaNews.it*, 16th November 2017, <http://www.asianews.it/news-en/%26ldquo%3BHindu-radicals-want-to-eliminate-us.-Help-us%2C%26rdquo%3B-says-the-bishop-of-Sagar-42340.html> (accessed 24th June 2018)

⁷ 'Attacks on Christians in India double in one year,' 21st February 2018, *CathNews*, <http://www.cathnews.com/cathnews/31392-attacks-on-christians-in-india-double-in-one-year> (accessed 24th June 2018)

⁸ Shilpa Shaji, 'History of attacks on Christians by the Right Wing in India', 23rd April 2018, <https://www.newsclick.in/history-attacks-christians-right-wing-india> (accessed 24th June 2018)

⁹ Saji Thomas, 'Hindu attacks on Christians double in India', *UCANews*, 20th February 2018 <https://www.ucanews.com/news/hindu-attacks-on-christians-double-in-india/81570> (accessed 24th June 2018)

¹⁰ 'Police Complicit in Hindu Extremist Attack on Christians in Tamil Nadu, Sources say', *Morning Star News*, 19th December 2017, <https://morningstarnews.org/2017/12/police-complicit-hindu-extremist-attack-christians-tamil-nadu-india-sources-say/> (accessed 24th June 2018)

¹¹ 'Shilpa Shaji, 'History of attacks on Christians by the Right Wing in India', 23rd April 2018, <https://www.newsclick.in/history-attacks-christians-right-wing-india> (accessed 24th June 2018)

étroits avec les groupes nationalistes hindous, y compris le groupe ultranationaliste Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS).¹² Narendra Modi a conduit le BJP à la victoire lors des élections de 2014, devenant Premier Ministre. Mgr Thomas Paulsamy a déclaré que: «Le BJP soutient les fondamentalistes. [Le Premier ministre Modi] ne veut pas que la Constitution s'applique, mais plutôt les valeurs et principes religieux de l'hindouisme».¹³

Ce nationalisme et son impact sur les groupes confessionnels minoritaires ne se limitent pas à l'Inde. En effet, l'une des principales conclusions de ce *Rapport 2018 sur la liberté religieuse dans le monde* est que l'évolution de la situation en Inde est typique d'une **augmentation de l'ultranationalisme religieux dans certains des pays les plus importants au monde**, avec à chaque fois le **dénominateur commun que les minorités religieuses sont attaquées**. Ces groupes religieux sont dépeints comme étrangers au pays, comme une menace potentielle, sinon réelle, à la soi-disant culture nationale, leur loyauté allant à d'autres pays. Si un tel nationalisme n'est pas maîtrisé, le souci est qu'il pourrait conduire à une pression croissante – peut-être une campagne de violence à grande échelle – pour forcer ces groupes minoritaires à fuir, à moins qu'ils ne renoncent à leur foi.¹⁴

Cette forme de nationalisme ne s'identifie pas invariablement à une religion particulière aux dépens des autres. En Chine, tous les groupes confessionnels sont en danger s'ils tentent de se libérer de la main de plus en plus autoritaire de la direction du parti. Au cours des deux dernières années, le régime du président Xi Jinping a pris à nouveau des mesures pour réprimer les groupes confessionnels perçus comme résistants à la domination des autorités communistes chinoises.

Dans le nord-ouest de la province chinoise du Xinjiang, Chen Quanguo, le chef du parti nommé en 2016, a été accusé d'avoir organisé une répression massive des Ouighours, le plus grand groupe ethnique musulman du pays. Il a été rapporté que le gouvernement construisait des milliers de camps de rééducation¹⁵ et que 100 000 Ouighours étaient «détenus pour une durée non déterminée dans des camps surpeuplés, à la frontière occidentale

de la Chine».¹⁶ Selon d'autres sources, le chiffre serait encore beaucoup plus élevé. Un prisonnier a déclaré qu'il n'avait pas le droit de manger avant d'avoir remercié le Président Xi et le Parti Communiste.

Alors que selon certains rapports «la répression de l'activité religieuse s'est intensifiée», en octobre 2017 lors de la Conférence quinquennale du Parti Communiste Chinois, le président Xi a déclaré que toutes les religions devaient être «sinisées»¹⁷ et que le régime ne tolérerait pas le séparatisme sous couvert de la religion. En janvier 2018, le gouvernement a introduit de nouveaux «règlements sur les affaires religieuses», considérés comme restreignant fortement les groupes confessionnels, limitant leurs activités à des emplacements précis et leur accès à différentes formes de présence en ligne.¹⁸ Fin 2017, dans certaines parties du pays, des chrétiens auraient reçu de l'argent pour retirer les images de Noël de l'enfant Jésus et les remplacer par des portraits du président Xi.¹⁹ En avril 2018, la Bible a été interdite à la vente en ligne²⁰, et deux organismes protestants contrôlés par l'État ont annoncé qu'ils allaient développer une nouvelle version «sécularisée» de la Bible, compatible avec la «sinisation» et le socialisme.²¹

Si nous nous tournons vers la Russie, nous apercevons une autre dimension de l'ultranationalisme religieux. La situation de la liberté religieuse s'est considérablement aggravée au cours des deux dernières années.²² Les lois connues sous le nom de Yarovaya, promulguées en juillet 2016, constituent la principale source de préoccupation. Introduites dans le cadre de la législation antiterroriste, ces lois ont accru les restrictions aux actes de prosélytisme, y compris la prédication et la diffusion de matériel religieux.²³ Il est significatif qu'elles n'aient pas visé les principales expressions de la foi qui sont étroitement associées à la culture et l'histoire russes. À la suite de l'adoption des lois Yarovaya, la police a effectué des descentes dans des maisons privées et des lieux de culte appartenant à des minorités religieuses. Le 24 avril 2017, la Cour suprême de la Fédération de Russie a interdit le centre administratif des témoins de Jéhovah et leurs 395 centres locaux pour cause «d'extrémisme».²⁴

¹² 'Indian Christians faced almost as many attacks in first half of 2017 as all of 2016', *World Watch Monitor*, 8th August 2017, <https://www.worldwatchmonitor.org/2017/08/hinduisation-of-india-leads-to-more-anti-christian-violence/> (accessed 24th June 2018)

¹³ Murcadha O Flaherty, 'India: Christians protest amid surge in attacks by Hindu extremists', *Aid to the Church in Need (UK)*, 5th June 2018 <https://acnuk.org/news/india-christians-protest-amid-surge-in-attacks-by-hindu-extremists/> (accessed 24th June 2018)

¹⁴ Dharma Jagran Samiti, Head of Uttah Pradesh state, speaking after Modi won the 2014 elections in India stated: "Our target is to make India a Hindu Rashtra [nation] by 2021. The Muslims and Christians don't have any right to stay here. So they would either be converted to Hinduism or [be] forced to run away from here." quoted by Shilpa Shaji in 'History of attacks on Christians by the Right Wing in India', 23rd April 2018, <https://www.newsclick.in/history-attacks-christians-right-wing-india> (accessed 24th June 2018)

¹⁵ 'Apartheid with Chinese characteristics', *The Economist*, 2nd June 2018, pp. 21-26

¹⁶ 'Thousands of Uighur Muslims detained in Chinese 're-education' camps', *The Telegraph*, 26th January 2018, <https://www.telegraph.co.uk/news/2018/01/26/thousands-uighur-muslims-detained-chinese-re-education-camps/> (accessed 24th June 2018)

¹⁷ 'China's president seeks more control over religion', *The Catholic World Report*, 25th October 2017, <https://www.catholicworldreport.com/2017/10/25/chinas-president-seeks-more-control-over-religion/> (accessed 24th June 2018)

¹⁸ 'China's new religion regulations expected to increase pressure on Christians', *World Watch Monitor*, 1st February 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/02/chinas-new-religion-regulations-expected-increase-pressure-christians/> (accessed 24th June 2018)

¹⁹ JB Cachila, 'China's Christians are being told to take down their pictures of Jesus and replace them with President Xi instead', *Christian Today*, 15th November 2017 <https://www.christiantoday.com/article/chinas-christians-are-being-told-to-take-down-their-pictures-of-jesus-and-replace-them-with-president-xi-instead/118698.htm> (accessed 24th June 2018)

²⁰ 'Beijing bans online Bible sales', *AsiaNews.it*, 5th April 2018, <http://asianews.it/news-en/Beijing-bans-online-Bible-sales-43540.html> (accessed 24th June 2018)

²¹ 'Protestant plan focuses on Sinicization of Christianity', *UCANews*, 20th April 2018, <https://www.ucanews.com/news/protestant-plan-focuses-on-sinicization-of-christianity/82098> (accessed 24th June 2018)

²² Ben Rogers, *China country entry – Religious Freedom in the world 2018* report, *Aid to the Church in Need*, November 2018

²³ Mike Eckel, 'Russia's "Yarovaya Law" Imposes Harsh New Restrictions on Religious Groups', *Radio Free Europe*, 11th July 2016 <https://www.rferl.org/a/russia-yarovaya-law-religious-freedom-restrictions/27852531.html> (accessed on 14 September 2018).

²⁴ Victoria Arnold, 'RUSSIA: Jehovah's Witnesses banned, property confiscated', *Forum 18*, 20th April 2017, http://www.forum18.org/archive.php?article_id=2274 (accessed 24th June 2018)

Le phénomène du développement de l'ultranationalisme et ses retombées négatives pour les minorités religieuses est omniprésent, comme l'illustrent les exemples suivants. En Turquie, le programme nationaliste du président Recep Tayyip Erdogan soutient l'islam sunnite. Autrefois, le régime s'était engagé à défendre les droits des minorités, mais l'échec du coup d'Etat de juillet 2016 a entraîné un changement d'approche rapide. Bien que la répression du gouvernement se concentre sur les dissidents politiques, les groupes confessionnels minoritaires ont été soumis à des pressions renouvelées. Le gouvernement en a directement rejeté la responsabilité sur le mouvement musulman Gulen. Les musulmans alevi ont subi des menaces de violences et des incidents au cours desquels leurs mosquées ont été «réaffectées» en tant que mosquées sunnites.²⁵ Le régime a également fermé deux stations de télévision chiites jafarites, au motif qu'elles auraient diffusé de la «propagande terroriste».²⁶ Certains groupes chrétiens ont déclaré que le nationalisme religieux du président Erdogan «leur laissait peu d'espace»²⁷. D'autres ont rapporté des signes croissants de pression, des chrétiens ou autres affirmant avoir été décrits comme «l'ennemi»²⁸ par les médias d'Etat.

Des violations flagrantes de la liberté religieuse dues à l'ultranationalisme ont également été constatées dans d'autres pays. Les plus graves concernaient la Corée du Nord, où la liberté religieuse est totalement niée par l'Etat, qui perçoit les groupes confessionnels comme une menace au «culte de la personne»²⁹ de la dynastie Kim et du régime.

Au Pakistan, des extrémistes déterminés à transformer le pays en un État islamique ont mené l'opposition aux propositions de modifications des lois nationales sur le blasphème. Controversées, celles-ci menacent particulièrement les groupes minoritaires. En mai 2018, Ahsan Iqbal, Ministre fédéral de l'intérieur, a échappé de justesse à la mort quand quelqu'un lui a tiré dessus, probablement Abid Hussain. Connue pour sa défense des droits des groupes confessionnels minoritaires, il venait de visiter une communauté chrétienne dans sa circonscription de Narowal, dans la province du Pendjab. Son assaillant, Hussain, a déclaré qu'il avait agi pour défendre les lois sur le blasphème.³⁰ Au Tadjikistan, les soupçons du gouvernement à l'égard de soi-disant influences religieuses étrangères ont donné lieu à des mesures

oppressives ciblant en particulier les communautés musulmanes. En août 2017, il a été imposé aux femmes tadjikes de porter des vêtements traditionnels nationaux et de suivre la culture nationale. Rien que ce mois-là, 8 000 femmes musulmanes ont été arrêtées parce qu'elles portaient un voile islamique. Elles ont été nombreuses à recevoir des messages sur leur téléphone portable leur disant de ne pas porter le voile.³¹ Pour limiter les influences étrangères, les imams formés à l'étranger ont été remplacés en novembre 2017 par des religieux plus «dociles».³²

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, une offensive militaire majeure contre les musulmans rohingyas par le régime nationaliste de Birmanie (Myanmar) a fait les gros titres. Pendant neuf mois, à partir de septembre 2017, près de 700 000 personnes ont fui la Birmanie pour le Bangladesh voisin, rejoignant les 200 000 déjà présentes sur place.³³ Cet exode massif faisait suite aux «grandes offensives militaires»³⁴ de 2016 et 2017, au cours desquelles 354 villages auraient été incendiés en quatre mois³⁵ (*voir étude de cas – Birmanie (Myanmar): les Rohingyas fuient la violence, les viols et la discrimination de masse*). Le haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a décrit la crise comme un «nettoyage ethnique».³⁶ Il a ainsi clairement été démontré dans certains rapports que, malgré l'existence de facteurs ethniques et politiques, la haine religieuse jouait un rôle important dans la violence contre un peuple présent en Birmanie depuis des siècles.

Le cas des Rohingyas présente une différence significative par rapport aux autres cas d'ultranationalisme exposés ci-dessus. Alors que les Rohingyas ont reçu une attention considérable – et proportionnée – des médias et bénéficié de l'attention des gouvernements internationaux, les cas susmentionnés n'ont pas suscité un tel intérêt des agences de presse. Bien que les cas en cause aient été très différents, la fréquence et la gravité des attaques en Inde et le climat de répression renouvelé contre les minorités en Chine et en Russie ont atteint des sommets dramatiques, mais ont été peu relayés dans les médias. Quand une vidéo a été diffusée en ligne, montrant un influent leader nationaliste hindou dire aux chrétiens de quitter le pays, ou de faire face à des «expulsions par la force»³⁷, une publication catholique de premier plan a décrit cela comme «l'histoire la

²⁵ Patrick Kingsley, 'Turkey's Alevis, a Muslim Minority, Fear of Policy Denying Their Existence., 22nd July 2018 <https://www.nytimes.com/2017/07/22/world/europe/alevi-minority-turkey-recep-tayyip-erdogan.html> (accessed 24th June 2018)

²⁶ Turkey country report, *International Religious Freedom Report for 2017*, US State Department Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, <https://www.state.gov/j/drl/rls/rlif/religiousfreedom/index.htm#> (accessed 24th June 2018)

²⁷ Turkey 'Where persecution comes from, Open Doors, <https://www.opendoorsusa.org/christian-persecution/world-watch-list/turkey/> (accessed 24th June 2018)

²⁸ Claire Evans, 'State Rhetoric Increases Challenges Facing Turkish Christians', *Persecution – International Christian Concern*, 19th June 2018, <https://www.persecution.org/2018/06/19/state-rhetoric-increases-challenges-facing-turkish-christians/> (accessed 24th June 2018)

²⁹ Report of the Commission of Inquiry on Human Rights in the Democratic People's Republic of Korea, United Nations Human Rights Council, <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/ColdPRK/Pages/ReportoftheCommissionofInquiryDPRK.aspx> (accessed 9th June 2018).

³⁰ 'Gunman shoots Pakistan minister over blasphemy law', World Watch Monitor, 9th May 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/coe/gunman-shoots-pakistan-minister-over-blasphemy-law/> (accessed 6th July 2018)

³¹ 'You've Got Veil: Millions Of Text Messages Remind Tajiks To Obey New Dress Code', Radio Free Europe/Radio Liberty, 6th September 2017, <https://www.rferl.org/a/tajikistan-text-messages-remind-obey-new-dress-code-hijab/28720266.html> (accessed 6th February 2018).

³² 'Dushanbe cracks down on extremism, dismisses foreign-trained imams', AsiaNews, 8th November 2017, <http://www.asianews.it/news-en/Dushanbe-cracks-down-on-extremism,-dismisses-foreign-trained-imams-42270.html> (accessed 28th February 2018).

³³ Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, "Burma", *International Religious Freedom Report for 2017*, US State Department, <https://www.state.gov/j/drl/rls/rlif/religiousfreedom/index.htm#> (accessed 25th June 2018).

³⁴ Ben Rogers, Burma (Myanmar) country report, *Religious Freedom in the World 2018* report, Aid to the Church in Need, November 2018

³⁵ Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, "Burma", *International Religious Freedom Report for 2017*, US State Department, <https://www.state.gov/j/drl/rls/rlif/religiousfreedom/index.htm#> (accessed 25th June 2018).

³⁶ "Burma Chapter – 2018 Annual Report", US Commission on International Religious Freedom, <http://www.uscirf.gov/reports-briefs/annual-report-chapters-and-summaries/burma-chapter-2018-annual-report> (accessed 25th June 2018).

³⁷ Linda Lowry, 'Hindu leader demands all Christians leave India in publicised video', Open Doors, 1st June 2018, <https://www.opendoorsusa.org/christian-persecution/stories/hindu-leader-demands-all-christians-leave-india-in-publicized-video/> (accessed 1st June 2018)



ÉTUDE DE CAS: BIRMANIE (MYANMAR)

LES ROHINGYAS FUIENT LA VIOLENCE, LES VIOLS ET LA DISCRIMINATION DE MASSE

Octobre 2017: en trois mois, plus d'un demi-million de Rohingyas se sont enfuis du nord de l'État de Rakhine en traversant la frontière de la Birmanie (Myanmar) et du Bangladesh, selon le HCR. Les Rohingyas sont majoritairement musulmans, bien qu'il y ait quelques hindous parmi eux.

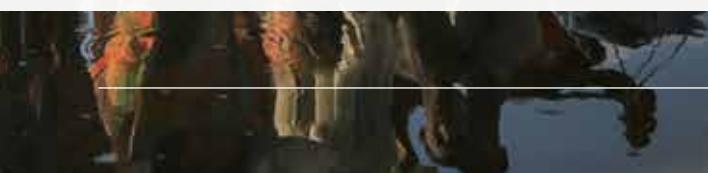
Selon certains rapports, les autorités auraient lancé une contre-offensive après l'attaque d'une trentaine de postes de police dans le nord de l'État de Rakhine, en août, par des insurgés de l'Armée du Salut des Rohingyas de l'Arakan. De nombreux Rohingyas plus âgés ont condamné les tactiques violentes du groupe. Des sources officielles birmanes affirment que près de 400 insurgés et 13 membres des forces de sécurité sont morts. En réponse, les troupes auraient commis des viols et tué des civils, tout en incendiant des villages.

La Constitution birmane accorde une «position spéciale» au bouddhisme tout en reconnaissant les autres religions, y compris l'islam et l'hindouisme. La Constitution ajoute que: «l'abus de religion à des fins politiques est interdit». Cependant, les Rohingyas ne sont pas une minorité reconnue – et l'opinion officielle de l'armée birmane est que les Rohingyas sont des immigrés illégaux du Bangladesh, ou leurs descendants.



Des études menées par des organismes de surveillance des droits de l'homme ont souligné l'étendue du traitement discriminatoire infligé aux Rohingyas en Birmanie, notamment le déni de citoyenneté et les restrictions au mariage. L'approbation d'un mariage peut prendre jusqu'à deux ans, et tout couple tentant de se marier sans approbation peut être arrêté. Lorsqu'ils se marient, les Rohingyas sont tenus de signer un document déclarant qu'ils n'auront pas plus de deux enfants. De nombreux Rohingyas n'ont pas de droits fonciers et sont régulièrement soumis au travail forcé – travaillant un jour par semaine à des projets militaires ou gouvernementaux. Les bouddhistes de la région ne sont généralement pas obligés de le faire. Les Rohingyas n'ont pas non plus le droit de voyager librement. Ceux qui tentent de quitter le pays ont été soumis à du harcèlement et ont été frappés par les forces de sécurité birmanes. Mais ensuite ils ont pu partir, et il leur a été dit de ne jamais revenir.

Sources: Reuters, 7 & 22 septembre 2017; All You Can Do is Pray: Crimes Against Humanity and Ethnic Cleansing of Rohingya Muslims in Burma's Arakan State (Human Rights Watch, 2013); Allard K. Lowenstein International Human Rights Clinic, Yale Law School, Persecution of the Rohingya Muslims: Is Genocide occurring in Myanmar's Rakhine State? A Legal Analysis (Fortify Rights, octobre 2015); Al Jazeera, 18 avril 2018





ÉTUDE DE CAS: IRAK

LA DÉFAITE DES EXTRÉMISTES ANNONCE LA RECONSTRUCTION DE LA VILLE

Juin 2018: lorsque Qaraqosh, la dernière ville d'Irak à majorité chrétienne est tombée entre les mains de l'État islamique (Daech) en 2014, beaucoup ont craint qu'il n'y ait pas d'avenir pour les chrétiens du pays. Et pourtant, en juin 2018, non seulement les extrémistes militants ont été chassés, mais de nouveaux chiffres indiquent aussi que près de la moitié des habitants de la ville sont maintenant de retour.

Les statistiques, produites par l'Œuvre catholique de bienfaisance «Aide à l'Église en Déresse», en collaboration avec le Comité de reconstruction de Ninive, soutenu par les communautés ecclésiastiques locales, ont révélé que 25 650 chrétiens étaient de retour à Qaraqosh.

Les chiffres ont également montré que, sur les 6826 habitations endommagées à Qaraqosh, 2187 d'entre elles avaient été restaurées avec l'aide de l'AED et d'autres organisations – soit plus d'un tiers.

Le retour des familles a culminé en août 2017, avec des parents désireux de s'assurer d'avoir des places à l'école pour leurs enfants.

La restauration des écoles de Qaraqosh n'a pas subi le même sort que dans le cas des villages voisins. Stephen Rasche, de l'archidiocèse catholique chaldéen d'Erbil, a déclaré à la Chambre des représentants des États-Unis que les écoles prétendument «terminées» des villes de Teleskov et Batnaya, à majorité chrétienne, étaient inutilisables. Elles n'ont reçu «qu'une mince couche de peinture sur leurs murs extérieurs, le logo de l'UNICEF étant peint tous les 10 mètres avec une encre encore fraîche».

Soulignant les étapes à suivre pour reconstruire Qaraqosh et d'autres villes, le coordonnateur des projets de l'AED pour le Proche-Orient, le père Andrzej Halemba, a néanmoins souligné les défis à relever: «Parallèlement à la reconstruction matérielle des maisons et des églises, un problème fondamental doit également être résolu dans le pays: la coexistence. Pour se faire, chrétiens et musulmans doivent travailler ensemble pour faire de l'Irak une nation unie, capable de se relever des cendres provoquées par l'État islamique».

Sources: ACN News, 21 août 2017; Washington Free Beacon, 4 octobre 2017; Hope on the Horizon: Can Iraq's Christians go home? ACN (UK) benefactor report (mars 2017); additional information from Nineveh Reconstruction Committee (<https://www.nrciraq.org/>).

plus passée sous silence de toute la semaine», notant aussi que le film montrait le religieux radical et 20 de ses supporters en train de frapper des images du Pape François.³⁸ L'impact de cette apparente indifférence internationale ne saurait être surestimé, étant donné que celle-ci contribue activement au problème, peu de mesures étant prises pour demander des comptes aux gouvernements en question. Ces incidents indiquent l'émergence d'une fracture culturelle; d'une part, en Occident, il y a une ignorance et un manque d'intérêt pour les violations de la liberté religieuse, et d'autre part, en Asie et dans d'autres parties du monde, les questions de religion sont centrales et primordiales. Cette fracture est si marquée que nous pouvons conclure qu'il existe une barrière d'indifférence, un rideau culturel, derrière lequel les souffrances de communautés entières appartenant à des groupes religieux minoritaires passent largement inaperçues. À de notables exceptions, l'analphabétisme religieux et l'apathie aveuglent ainsi l'Occident face à la flambée de violence ultra-nationaliste qui est perpétrée contre les groupes confessionnels minoritaires. Cette indifférence bornée s'étend uniquement à la religion, mais pas aux questions de race, de culture ou de sexe. Le présent rapport appelle à ce que les souffrances des minorités religieuses ignorées soient reconnues, et que des mesures soient prises pour défendre effectivement leurs droits.

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, il y a cependant eu des lueurs d'espoir. Mi-2018, des événements se sont déroulés dans le nord de l'Iraq, qui, deux ans plus tôt, auraient certainement dépassé les espoirs les plus fous des membres les plus optimistes des minorités religieuses concernées. En juin 2018, il a été rapporté que 25 650 chrétiens étaient rentrés dans la ville de Qaraqosh, dans la plaine de Ninive.³⁹ Cela représentait près de 50% du nombre total de personnes vivant à Qaraqosh en 2014 et qui avaient dû fuir face à l'avancée des forces de l'État islamique (voir étude de cas – Irak: la défaite des extrémistes annonce la reconstruction de la ville). Au début de la période faisant l'objet du présent rapport – mi-2016 – rien n'indiquait directement que l'occupation de la région par l'État islamique était sur le point de se terminer. Quelques mois plus tard, quand l'EI a été chassé, la dévastation qu'il a laissée derrière lui rendait le désir de revenir virtuellement inexistant parmi les communautés déplacées à Erbil, la capitale kurde semi-autonome du Nord de l'Iraq.⁴⁰ Alors que le taux de retours a été particulièrement remarqué à Qaraqosh, par rapport à beaucoup de villes et villages, son importance en tant que plus grande ville d'Iraq à majorité chrétienne ne saurait être surestimée. En tout cas, les villes et villages yézidis et chrétiens, dont Bartela, Karamles et Teleskof, ont tous vu revenir un nombre considérable de personnes déplacées, pressées de s'installer dans des maisons récemment rénovées et reconstruites par des organisations ecclésiastiques et quelques généreux gouvernements étrangers.⁴¹ Ce travail de réhabilitation a principalement été accompli par des œuvres de bienfaisance et des organisations

ecclésiastiques. Si elles n'avaient pas fourni cette aide, la communauté chrétienne de la région aurait pu disparaître. Les gouvernements occidentaux, à qui ont été lancés des appels à une aide d'urgence, ont cruellement ignoré les communautés concernées. Les chrétiens et les yézidis ont été reconnus comme victimes de génocide – méritant bien évidemment de l'aide – et les événements ont montré qu'il existait des moyens parfaitements viables de le faire.

La perte rapide de territoires par l'État islamique – non seulement en Irak mais aussi en Syrie – s'est accompagnée de pertes similaires subies par d'autres groupes hyper-extrémistes, dont Boko Haram, dans le nord du Nigeria. Non seulement Boko Haram a perdu la majeure partie de son territoire, mais il a également été – en grande partie – vaincu chez lui, à Maiduguri, dans le nord-est du pays.

Dans l'ensemble, la reconquête de presque tous les territoires qui étaient occupés par des groupes hyper-extrémistes représente une victoire pour la liberté religieuse. Les médias ont donné à cette évolution d'importance internationale la place qui lui est due, comme en témoigne la couverture médiatique de la libération de Marawi, aux Philippines, en octobre 2017 (Voir l'étude de cas – Philippines: enlèvement d'un prêtre et du personnel de la cathédrale). Cela dit, le *Rapport 2018 sur la liberté religieuse dans le monde* constate que les organes de presse ont négligé la croissance de la violence religieuse commise par d'autres groupes islamistes militants, qui, dans une certaine mesure au moins, ont rempli le vide laissé par les hyper-extrémistes. C'est certainement ce qui s'est passé en Égypte, où les chrétiens coptes ont continué à être attaqués par des extrémistes (voir étude de cas – Égypte: des extrémistes tuent 29 pèlerins chrétiens coptes). Au Nigeria, des bergers islamistes peuls ont détruit des communautés chrétiennes dans la ceinture centrale du pays, massacrant les populations, détruisant leur gagne-pain et laissant d'innombrables personnes craindre pour leur vie. Les efforts désespérés des bergers peuls pour «confisquer des terres arables⁴²» afin de faire paître leur bétail ont été au centre de leur violence. Les questions ethniques qui les distinguent des chrétiens et d'autres groupes ont sans aucun doute également joué un rôle. Cependant, la nature de la violence – dont des attaques contre des chrétiens en prière – souligne l'importance grandissante des motifs religieux (voir étude de cas – Nigéria: des catholiques assassinés pendant la messe). Encore une fois, une des conclusions essentielles du présent rapport est l'échec de la communauté internationale à reconnaître l'ampleur du problème, aggravé par l'inaction des autorités des pays concernés. Le problème est si grave que les évêques du Nigéria ont appelé le Président du pays à «enviser de démissionner» alors que «les agences de sécurité ferment délibérément les yeux sur les cris des citoyens sans défense qui sont des proies faciles dans leurs maisons et même dans leurs lieux de culte».⁴³ Un évêque a prévenu la communauté internationale: «S'il vous plaît, ne faites

³⁸ Catholic Herald, 15th June 2018, p. 6

³⁹ Rev'd Dr Andrzej Halemba, 'Church properties interim report' – ACN Nineveh Plains projects update, *Aid to the Church in Need*, 9th June 2018

⁴⁰ John Pontifex, 'Iraqi Christians start journey home to their ancient homeland', *The Times*, 7th October 2017, <https://www.thetimes.co.uk/article/iraqi-christians-start-journey-home-to-their-ancient-heartland-d3wlm62xj> (accessed 25th June 2018)

⁴¹ 'Nineveh Plains Reconstruction Process', Nineveh Reconstruction Committee (NRC), <https://www.nrciraq.org/reconstruction-process/> (accessed 25th June 2018)

⁴² Murcada O Flaherty and John Pontifex, 'NIGERIA: Fears of "jihadist crusade" deepen after Christians are shot dead', ACN UK News, 13th April 2018, <https://acnuk.org/news/64284/> (accessed 11th July 2018)

⁴³ Murcada O Flaherty and John Pontifex, 'NIGERIA: Bishops – President should resign for inaction over "killing fields and mass graveyard"', ACN UK News, 30th April 2018 <https://acnuk.org/news/bishops-president-should-resign-for-inaction-over-nigerias-killing-fields-and-mass-graveyard/> (accessed 25th June 2018)





ÉTUDE DE CAS: PHILIPPINES

ENLÈVEMENT D'UN PRÊTRE ET DU PERSONNEL DE LA CATHÉDRALE

Mai 2017: le père Teresito «Chito» Soganob, vicaire général de Marawi, et des membres du personnel de la cathédrale Sainte-Marie de la ville ont été enlevés par des extrémistes islamistes.

La cathédrale Sainte-Marie a été gravement endommagée par les extrémistes qui se sont eux-mêmes filmés en train de profaner le bâtiment.

L'enlèvement du père Soganob a eu lieu au début du siège de Marawi, qui s'est poursuivi jusqu'en octobre 2017. Les miliciens de Maute, groupe affilié à l'État islamique (Daech), ont joué un rôle très important dans un conflit qui a impliqué d'autres djihadistes.

Au cours de sa captivité de quatre mois, le père Soganob a assisté à la décapitation d'un autre prisonnier chrétien. Les miliciens ont également forcé le prêtre et d'autres otages à se convertir à l'islam ainsi qu'à transporter des armes pendant le siège. Après la libération du père Soganob et des autres prisonniers, Mgr Edwin de la Peña, évêque de Marawi, a déclaré que leur conversion n'était pas une «conversion pleine et entière», étant donné qu'elle avait eu lieu sous la contrainte.

À la fin de l'occupation par le groupe Maute, le nombre de morts était de 974 miliciens, 168 membres des forces gouvernementales et 87 civils. Des milliers de familles avaient été déplacées au cours de ce qui a été la plus longue bataille urbaine des Philippines depuis la seconde guerre mondiale.

Mgr de la Peña a déclaré que le siège de Marawi par le groupe Maute avait divisé la communauté musulmane locale. Certains musulmans ont défier les extrémistes en protégeant des chrétiens. Après ces violences, l'évêque a déclaré que la priorité de l'Église était de rétablir la confiance au sein de la ville. Les mesures à prendre pour réparer les relations entre les différentes communautés confessionnelles consistent notamment à fournir une aide d'urgence aux personnes déplacées, à organiser le soutien des personnes déplacées et à mettre en place un nouveau centre pour aider les chrétiens et les musulmans enlevés par des extrémistes.

Sources: Aid to the Church in Need (UK) News, 19 avril 2018; Philippine Daily Inquirer, 4 juillet 2017; Asia News, 13 janvier 2018.



Family and friends grieve for the Coptic Christian pilgrims killed by Daesh in Minya Province



ÉTUDE DE CAS: EGYpte

DES EXTRÉMISTES TUENT 29 PÈLERINS CHRÉTIENS COPTES

Mai 2017: des islamistes abattent 29 chrétiens coptes – dont des enfants – qui avaient refusé de se convertir à l’islam. Les pèlerins étaient en route pour le monastère Saint Samuel le Confesseur, à Maghagha dans la province de Minya en Égypte, quand leurs véhicules ont été arrêtés par des hommes armés et masqués. Les extrémistes ont ordonné aux pèlerins de descendre des véhicules un par un et ont insisté pour qu’ils renoncent à leur foi.

Minas Habib, âgé de 10 ans, a décrit ce qu’il a vu: des islamistes armés qui ont tué son père et beaucoup de passagers du camion dans lequel ils voyageaient. Il a dit: «Ils ont demandé à mon père de s’identifier, puis lui ont dit de réciter la profession de foi musulmane. Il a refusé, disant qu’il était chrétien. Ils ont tiré sur lui et sur tous ceux qui étaient avec nous». Minas et son frère ne savent pas pourquoi ils n’ont pas été tués, alors que beaucoup d’autres enfants du groupe de pèlerins ont été abattus.

L’État islamique (Daech) a revendiqué la responsabilité du massacre. Minas a déclaré à l’agence Reuters que 15 hommes armés avaient effectué le massacre. Il a déclaré: «Ils avaient des accents égyptiens comme nous et étaient tous masqués, sauf deux d’entre eux. Ils nous ressemblaient et n’avaient pas de barbe».

Les attaques commises par des groupes d’islamistes en Égypte ne se sont pas limitées aux chrétiens. Le 24 novembre 2017, au moins 235 personnes ont été tuées quand quelque 25 terroristes ont fait exploser leurs bombes et tiré des coups de feu dans une mosquée soufie bondée, près de la côte du Sinaï égyptien. Aucun groupe n’a formellement revendiqué la responsabilité de l’attaque, mais un terroriste a été vu tenant un drapeau de l’État islamique (Daech).

Sources: The National (UAE), 26 mai 2017; Reuters, 20 juin 2017.



ÉTUDE DE CAS: **NIGERIA**

DES CATHOLIQUES ASSASSINÉS PAR DES TERRORISTES PENDANT LA MESSE

Avril 2018: deux prêtres et 17 paroissiens ont été tués par des islamistes pendant une messe, dans le diocèse de Makurdi, au centre du Nigeria.

Les pères Joseph Gor et Felix Tyolaha ont fait partie des victimes, quand les peuls ont frappé pendant la messe, tôt le matin à l'église Saint Ignace, à Ukpolor-Mbalon, dans l'État de Benue.

Dans le cadre d'une recrudescence des attaques commises par les peuls, le gouverneur de l'État de Benue, Samuel Ortom, a déclaré, lors des funérailles des victimes le 22 mai, que 492 personnes avaient été tuées dans ce seul État.

L'analyse des violences a mis en évidence les différences ethniques entre les chrétiens et les peuls, et leurs différends concernant le pâturage du bétail des bergers peuls, mais la religion semble être devenue un facteur de plus en plus important.

Le père Alexander Yeyock, curé de l'église Saint-Jean, à Asso, a déclaré, suite aux violences commises par les peuls au cours de la semaine sainte de 2018, qui ont fait deux morts parmi ses fidèles: «L'attaque a deux dimensions. La première est l'objectif d'islamisation de la communauté chrétienne. La deuxième dimension est que les bergers peuls veulent confisquer nos terres arables pour faire paître leurs troupeaux».

Mgr Wilfred Chikpa Anagbe, évêque de Makurdi, a déclaré à l'AED: «L'ordre du jour est clair, il s'agit d'un plan pour islamiser toutes les zones qui sont actuellement à majorité chrétienne dans la ceinture centrale».

Les évêques nigérians ont publié une déclaration très ferme condamnant ces attaques et ont à nouveau appelé le gouvernement fédéral à protéger les vies.

Sources: Aid to the Church in Need (UK) News, 13 avril 2018, 21 mai 2018, Governor Samuel Orton, Catholic Bishops Conference of Nigeria, 26 avril 2018

pas la même erreur que celle qui a été faite avec le génocide au Rwanda».⁴⁴

Les événements survenus au Nigéria au cours de la période faisant l'objet du présent rapport ont montré non seulement la recrudescence de la violence islamiste, mais aussi des efforts concertés pour répandre l'extrémisme par des moyens agressifs. En Somalie, les islamistes d'Al-Shabaab ont pris pied, imposant de graves violations des droits de l'homme dans les zones sous leur contrôle, dont la lapidation.⁴⁵ Au Niger, de nombreux centres wahabites sont apparus.⁴⁶ Point central de la violence au Nigeria, la ceinture centrale ou *Middle Belt* est majoritairement chrétienne, et d'après les observateurs des droits de l'homme, l'action des milices vise à y imposer un islam wahhabite. Les responsables ecclésiaux ont suggéré que les agresseurs étaient des «djihadistes importés qui se cachent sous l'apparence de bergers et sont soutenus par des gens de certains quartiers pour accomplir un ordre du jour [islamiste]».⁴⁷ A titre de preuve, des commentateurs ont fait observer la modernisation rapide de l'armement des islamistes, passant des arcs et des flèches aux AK-47 et autres armes de haute technologie. L'Association chrétienne du président consultatif du Nigéria, le révérend Otuekong Ukol a affirmé que certaines parties du gouvernement étaient impliquées dans la violence et que les extrémistes voulaient islamiser l'ensemble du Nigeria avant 2025. Il a déclaré que les massacres dans la ceinture centrale montraient que les miliciens avaient «maintenant avancé dans d'autres parties du Nigeria pour atteindre leur cible».⁴⁸

Ailleurs en Afrique, la tentative d'expansion de l'islamisme n'a peut-être pas été agressive, mais elle n'en a pas moins été ambitieuse. Il ressort de certains rapports une grande diversité d'initiatives visant à renforcer le pouvoir islamiste, en soudoyant les gens pour qu'ils se convertissent et rejoignent la cause extrémiste, en offrant aux gens des cours gratuits sur le wahhabisme et les autres mouvements radicaux, et en construisant de nombreuses mosquées, sans prendre en considération les besoins de la population. À Madagascar, un pays à majorité chrétienne, le cardinal Désiré Tzarahazana, archevêque de Toamasina, a souligné de profonds changements et mis en garde contre l'importation de «l'islam extrémiste» dans le pays. Il a affirmé que des groupes radicaux «achetaient des gens» et évoqué des plans pour construire plus de 2 600 mosquées dans le pays. Le Cardinal, qui est également président de la Conférence épiscopale catholique de Madagascar, a clairement fait comprendre qu'il ne s'agissait pas d'une islamisation interne au pays, mais du

travail de groupes radicaux originaires de l'étranger. Il a déclaré: «L'ascension de l'islamisme est palpable. Vous pouvez le voir partout. Il s'agit d'une invasion, grâce à l'argent des États du Golfe et du Pakistan – ils achètent les gens».⁴⁹

Une importante conclusion qui ressort des recherches sur l'islam militant est que les femmes sont soumises à un degré important de violence dans le cadre du processus de conversion forcée. Dans les zones sous le contrôle de l'État islamique et d'autres groupes hyper-extrémistes, il y a eu des tentatives systématiques de changer la démographie de la population. L'État islamique cherche à forcer les femmes non-musulmanes à se convertir et à se marier, dans le but d'élever plus d'enfants selon leur vision de l'islam. Dans d'autres cas moins extrêmes, mais fréquents, des musulmans font des enfants à des femmes qu'ils avaient enlevées, converties de force puis épousées. Dans ce dernier scénario, les motifs, en revanche, ne sont pas nécessairement purement religieux (voir la fiche d'information – violence sexuelle et conversion forcée des femmes – i) Nigéria, Syrie et Iraq et II) Égypte et Pakistan).

Le présent *Rapport 2018 sur la liberté religieuse dans le monde* a constaté que le militantisme de certaines portions de la communauté musulmane n'était pas une menace seulement pour ceux qui ne sont pas des adeptes de l'islam. Il a clairement été mis en évidence que la tension et la violence faisaient partie d'un conflit grandissant au sein de l'islam, où l'expansion et la domination opposaient les sunnites aux chiites. En effet, comme le dit un universitaire, cet affrontement entre des musulmans est «le conflit le plus mortel et le plus insoluble du Proche-Orient».⁵⁰ Il y a lieu de se demander dans quelle mesure ce conflit découle de questions de dogmes religieux. Beaucoup ont souligné l'exploitation économique et politique du conflit religieux, et conclu que «ce ne sont pas des différences théologiques qui ont conduit récemment à une effusion de sang».⁵¹ Pour autant, la lutte de pouvoir grandissante entre les blocs de pouvoir sunnite et chiite – et leurs alliés internationaux – est sans aucun doute une intensification de l'affrontement (Voir l'étude de cas – Afghanistan: des musulmans chiites bombardés par des extrémistes sunnites).

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, la menace de l'islam militant s'est étendue bien au-delà de l'Asie et de l'Afrique. On a observé une recrudescence des attentats terroristes en Occident, notamment en Europe. La menace est plus répandue que les apparences le suggèrent, dans la mesure où les militants extrémistes ont souvent été arrêtés avec succès

⁴⁴ Murcadha O Flaherty, 'NIGERIA: Bishop – Threat of genocide against Christians', ACN UK News, 28th June 2018, <https://acnuk.org/news/nigeria-bishop-threat-of-genocide-against-christians/> (accessed 6th July 2018)

⁴⁵ 'Somalia's al Shabaab stones woman to death for cheating on husband', Reuters, 26th October 2017, <https://www.reuters.com/article/us-somalia-violence/somalias-al-shabaab-stones-woman-to-death-for-cheating-on-husband-idUSKBN1CV302>, (accessed 12 May 2018); 'Somali woman 'with 11 husbands' stoned to death by al-Shabab', BBC, 9 May 2018, <http://www.bbc.com/news/world-africa-44055536> (accessed 12th May 2018).

⁴⁶ Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 'Niger', International Religious Freedom Report for 2016, US State Department, <https://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm#wrapper> (accessed on 31st March 2018).

⁴⁷ 'Fulani Herdsmen Are Imported Jihadists Sponsored To Islamise Nigeria – Bishop Oyedepo Warns', *NaijaGists.com*, 27th July 2017, <https://naijagists.com/fulani-herdsmen-imported-jihadists-sponsored-islamise-nigeria-bishop-oyedepo-warns/> (accessed 7th July 2018)

⁴⁸ Emeka Okafor, 'We Have Uncovered Plans to Islamise Nigeria By 2025 – CAN', *Independent [Nigeria]*, 8th May 2018, <https://independent.ng/we-have-uncovered-plans-to-islamise-nigeria-by-2025-can/> (accessed 7th July 2018)

⁴⁹ Murcadha O Flaherty and Amélie de la Hougue, ACN News, 15th June 2018 'New Cardinal highlights threat of 'extremist Islam' from abroad' <https://acnuk.org/news/madagascar-new-cardinal-highlights-threat-of-extremist-islam-from-abroad/> (accessed 25th June 2018)

⁵⁰ Dr Mordechai Kedar, 'The Most Deadly Middle East Conflict is Shia vs. Sunni', *Arutz Sheva*, 21st November 2013, www.israelnationalnews.com/Articles/Article.aspx/14132 (accessed 7th July 2018)

⁵¹ John McHugo, 'Don't blame the faith: it's the politics,' *The Tablet*, 7th July 2018, pp. 4-6

FICHE D'INFORMATION

Violence sexuelle et conversion forcée des femmes – i) Nigeria, Syrie et Iraq

Par Marta Petrosillo

Les milices islamistes en Afrique et au Proche-Orient ont souvent utilisé le viol comme arme de guerre. La violence sexuelle systématique peut être un outil puissant lorsqu'un groupe tente d'en opprimer un autre.

De nombreux djihadistes violent des femmes non-musulmanes et les obligent ensuite à se convertir. La conversion forcée d'une femme d'un autre groupe religieux implique que ses enfants seront élevés dans l'islam extrémiste des djihadistes, et que la mise en esclavage sexuel par l'agresseur de cette femme empêche également les naissances au sein de son groupe religieux.¹

Les grossesses et conversions forcées sont aussi un moyen de s'assurer de «la prochaine génération de djihadistes». En décembre 2014, l'État islamique (Daech) a publié une brochure expliquant à ses adeptes qu'il était «admissible» d'avoir des rapports sexuels avec des esclaves non-musulmanes, dont des jeunes filles, de les frapper et d'en faire commerce.² C'est là une explication de ce qui est arrivé à des milliers de femmes yézidis et d'autres minorités religieuses sous le «califat» mis en place par l'État Islamique en Irak et en Syrie.

Dans le nord du Nigeria, le groupe Boko Haram a utilisé l'enlèvement de femmes chrétiennes dans le cadre de son effort pour forcer les chrétiens à quitter le nord du pays. Un porte-parole de Boko Haram a déclaré: «Nous allons mettre en œuvre de nouveaux efforts pour frapper de terreur les chrétiens par la puissance de l'islam en enlevant leurs femmes».³ Selon Makmid Kamara, d'Amnesty International, les personnes enlevées par Boko Haram subissent des «violences atroces», dont des viols.⁴

Le cas le plus connu est l'enlèvement de 276 étudiantes, principalement chrétiennes, qui ont été capturées au lycée public de la ville de Chibok, dans l'État de Borno, dans la nuit du 14 au 15 avril 2014. Beaucoup d'étudiantes non-musulmanes ont été obligées de se convertir à l'islam et de se marier à des membres de Boko Haram. Le 5 mai de cette même année, Boko Haram a publié une vidéo montrant quelques-unes de ces filles portant des vêtements islamiques. Les années suivantes, plusieurs filles ont réussi à s'échapper tandis que d'autres étaient libérées après des négociations: plus de 100 jeunes filles sont maintenant libres, 82 d'entre elles ayant été libérées en mai 2017 en échange de cinq combattants de Boko Haram. Selon les Nations Unies, «les filles racontent avoir été violées – souvent sous la forme de «mariages» forcés – frappées, affamées et avoir subi des intimidations pendant leur captivité. Beaucoup d'entre elles sont revenues enceintes ou avec des enfants, suite aux viols subis».⁵



¹ Cf. Convention des Nations Unies pour la Prévention et la Répression du crime de génocide, section 2.

² Hala Jabber, Sunday Times, 14 décembre 2014, <https://www.thetimes.co.uk/article/isis-issues-guide-to-raping-child-slaves-zdq0mf95scb>

³ Barnabas Fund, 9 mars 2012, <https://www.barnabasfund.org/en/news/BokoHaramthreatenstokidnapChristianwomeninNigeria> (page consultée le 31 juillet 2018)

⁴ Amnesty International, 13 avril 2017, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/04/nigeria-chibok-anniversary-a-chilling-reminder-of-boko-harams-ongoing-scourge-of-abductions/>

⁵ UNICEF Niheria Media Centre, 18 octobre 2016, https://www.unicef.org/nigeria/media_10782.html



Foto: Massoud Hossaini/AP Photo/Shutterstock

ÉTUDE DE CAS: AFGHANISTAN

DES MUSULMANS CHIITES BOMBARDÉS PAR DES EXTRÉMISTES SUNNITES

Avril 2018: un kamikaze de l'État islamique (Daech) a ciblé des musulmans chiites qui se rassemblaient dans un centre d'inscription électoral de la capitale, Kaboul, tuant au moins 57 personnes, dont 22 femmes et huit enfants, et en blessant plus de 100 autres. Une famille de six personnes a également été tuée ce jour-là lorsque leur véhicule a heurté une voiture piégée près d'un autre centre de vote de la ville de Pul-e-Khumri (dans la province de Baghlan).

Une déclaration de l'ONU condamnant l'attentat de Kaboul a confirmé qu'un certain nombre d'incidents violents s'étaient produits dans des centres d'enregistrement et que la bombe avait explosé dans un quartier de Dasht-e-Barchi, essentiellement peuplé de chiites, dans l'ouest de la ville. Le président afghan Ashraf Ghani a tweeté: «Je condamne les attentats terroristes odieux de Kaboul et Pul-e-Khumri».

Fin décembre 2017, au moins 41 personnes ont été tuées et plus de 80 ont été blessées lors d'un attentat-suicide perpétré contre un centre chiite à Kaboul.

Les attentats ciblant la communauté musulmane chiite ne sont pas limités à l'Afghanistan ou même au Proche-Orient. À Quetta, au Pakistan, où de nombreux attentats ont été commis par des terroristes sunnites contre des chiites, des agresseurs non identifiés ont tué cinq membres de la communauté musulmane chiite hazara. La fusillade a eu lieu en octobre 2017. Des attaques continues ont repoussé la communauté dans deux enclaves fortement protégées en périphérie de la ville.

Sources: US News, 22 avril 2018; ABC 7NY News, 22 avril 2018; Al Jazeera, 22 avril 2018, 9 octobre 2017; BBC News (web), 28 décembre 2017; New English Review, 11 mai 2018; UN Assistance Mission in Afghanistan, 22 avril 2018; Telegraph, 22 avril 2018; France 24, 22 avril 2018.

FICHE D'INFORMATION

Violence sexuelle et conversion forcée des femmes – (ii) Égypte et Pakistan

Par Marta Petrosillo

L'enlèvement et la conversion forcée de femmes de minorités religieuses – souvent accompagnés de viols et d'autres violences sexuelles – constituent un problème majeur dans un certain nombre de pays, en particulier le Pakistan et l'Égypte. Ces enlèvements ne suivent pas un modèle défini. Certains sont opportunistes, tandis que d'autres sont exécutés par des groupes organisés. Bon nombre d'entre eux ne sont pas nécessairement motivés exclusivement par des raisons religieuses, mais également par des motivations financières.

Les ONG locales au Pakistan ont estimé que chaque année, au moins 1000 femmes chrétiennes ou hindoues étaient enlevées et forcées de se convertir à l'islam et d'épouser leur agresseur. En Égypte, au moins 550 chrétiennes âgées de 14 à 40 ans ont disparu entre 2011 et 2014¹, et des filles continuent d'être régulièrement enlevées.

Pakistan

Selon le Conseil des droits de l'homme du Pakistan et le Mouvement pour la solidarité et la paix au Pakistan, les enlèvements de femmes sont en hausse. Il est fréquent que les autorités disent aux parents que leur fille s'est convertie et mariée de son propre chef. De nombreuses familles ne signalent pas le crime ou retirent leur plainte, suite à des menaces contre d'autres femmes de la famille.

Fin décembre 2017, trois hommes armés ont enlevé une jeune hindoue âgée de 14 ans chez elle, dans le village de Thar, dans la province du Sindh. Il a été dit à son père que la jeune fille s'était librement convertie à l'islam et avait épousé cet homme, Naseer Lunjo – mais la famille affirme avec insistance qu'elle a subi des pressions.²

Ces enlèvements font partie d'un ensemble de violences sexuelles contre les femmes de minorités religieuses: devant les tribunaux, elles sont plus fragiles que des femmes musulmanes et constituent donc des cibles faciles car les violeurs savent que les poursuites sont peu probables. Si une femme ne peut pas prouver qu'elle a subi une relation sexuelle contre sa volonté, elle peut être accusée d'adultère et faire face à une arrestation, à la flagellation ou même à la lapidation à mort.³ De ce fait, beaucoup de femmes ont peur de signaler les violences sexuelles qu'elles ou leurs proches ont subies.

Égypte

Les enlèvements et les mariages forcés de chrétiennes coptes se produisent depuis les années 1970, et des cas sont signalés tous les mois – au moins sept d'entre elles ont été enlevées en avril 2018.⁴

Lorsque les familles se rendent au bureau de police pour signaler les disparitions, elles rencontrent souvent de la résistance. La police peut refuser de fournir de l'aide et déclare parfois aux familles que la jeune femme enlevée serait partie et se serait convertie de son propre chef – comme en avril 2018 dans le cas de Christine Lamie.



¹ Chiffres issus de la Foundation of the Victims of Abduction and Forced Disappearance (FVAFD).

² Express, 21 décembre 2017, <http://indianexpress.com/article/pakistan/teenage-hindu-girl-abducted-forcibly-converted-in-pakistan-report-4993480/>

³ Independent, Tuesday 30 mai 2017, <https://www.independent.co.uk/news/world/asia/pakistan-village-court-sentence-woman-death-adultery-rape-punjab-sexual-assault-rajanpur-a7762801.html>.

⁴ World Watch Monitor, 1er mai 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/05/egypts-disappearing-coptic-women-and-girls/>

par les services de sécurité.⁵² Les attentats, qu'ils aient lieu à Manchester, Berlin, Barcelone, Paris ou ailleurs, ont démontré que la menace extrémiste était devenue universelle, imminente et omniprésente. Alors que les motifs de telles attaques comprenaient des préoccupations politiques – apparemment, se venger de l'action militaire de l'Occident en Syrie et ailleurs – ils avaient souvent une dimension spécifiquement religieuse, les auteurs exprimant leur mépris de la société occidentale libérale et du principe de la liberté religieuse en général. Dans certains cas, les auteurs ciblaient spécifiquement le christianisme. Les investigations portant sur des incidents liés à l'attaque islamiste de Las Ramblas à Barcelone en août 2017 ont révélé que les islamistes avaient prévu d'attaquer l'emblématique Basilique de la Sagrada Familia (voir étude de cas – Espagne: des islamistes conduisent une camionnette dans la foule, tuant 15 personnes). Bon nombre d'attentats ont été perpétrés par des personnes basées en Occident, qui se sont radicalisées en ligne en étant fortement influencées par des réseaux recrutant des individus en marge de la société. Beaucoup de terroristes vivaient non loin des endroits où ils ont commis leurs atrocités. Dans l'ensemble, la période faisant l'objet du présent rapport a vu l'émergence d'un nouveau phénomène qui peut être qualifié de «terrorisme de voisinage». Certaines des attaques ont été perpétrées par des militants revenus en Occident en grand nombre après la défaite de l'État islamique en Irak et en Syrie. Selon des recherches menées par des analystes experts en sécurité mondiale au centre Soufan, près de 425 membres de la section britannique de l'État islamique étaient déjà retournés au Royaume-Uni en octobre 2017.⁵³

Les attentats commis en Occident et ailleurs ont fait apparaître une autre caractéristique du terrorisme de proximité, à savoir une augmentation de la violence à motivation religieuse et de la discrimination contre l'islam. Le dimanche 29 janvier 2017, des hommes armés sont entrés au centre culturel islamique de Québec pendant les prières du soir et ont ouvert le feu, tuant six personnes et en blessant 18 autres. Le Premier ministre Justin Trudeau a dénoncé une «attaque terroriste».⁵⁴ Moins de six mois plus tard, Darren Osborne ciblait la mosquée de Finsbury Park à Londres. Il aurait crié: «Je veux tuer tous les musulmans».⁵⁵ En mars 2018, Paul Moore, 21 ans, a été reconnu coupable de

tentative de meurtre à Leicester, au Royaume-Uni. Au volant de sa voiture, il est monté sur un trottoir et a délibérément renversé une musulmane vêtue d'un foulard, lui causant de graves blessures, avant d'effectuer une deuxième attaque.⁵⁶ Le *Rapport européen sur l'islamophobie de 2017* a signalé une augmentation des attaques contre les musulmans, concluant que: «l'islamophobie est devenue un problème aigu».

Le cœur du problème est le malaise de l'Occident face à l'afflux de musulmans, en particulier en Europe, et au taux de natalité plus élevé parmi des communautés musulmanes.⁵⁷ (voir la fiche d'information – crise au sein de l'islam). Bien que de nombreux pays européens aient été ouverts aux migrants musulmans, une enquête de Chatham House, un think-tank britannique, publiée en février 2017 a montré qu'en moyenne 55% des sondés de 10 États européens déclaraient que «toute autre migration en provenance de pays à majorité musulmane devait être arrêtée».⁵⁸ En Allemagne, les attaques contre les réfugiés, principalement musulmans, seraient passées de 1 031 en 2015 à plus de 3 500 un an plus tard.⁵⁹ Dans l'ensemble, l'augmentation du terrorisme de proximité menace de diviser les sociétés le long de lignes de fracture religieuses, ce qui pourrait créer une culture de suspicion et de méfiance. Sans parler des violences, la discrimination à l'égard des musulmans a de plus en plus posé problème, et des recherches effectuées aux États-Unis ont montré que jusqu'à 75% des musulmans estimaient qu'il y avait «beaucoup de discrimination» contre eux dans le pays.⁶⁰

Un aspect important de l'inquiétude causée par un islam militant en Occident est la preuve d'un lien entre les immigrés musulmans et l'augmentation de l'antisémitisme. En France, dont la communauté juive d'environ 500 000 personnes est la plus grande d'Europe, l'augmentation des attaques a bien été prouvée (voir étude de cas – France: une juive jetée par la fenêtre du troisième étage), de même que les violences commises contre les centres culturels et religieux juifs. En avril 2018, *le Figaro* a publié un «manifeste» de 300 dignitaires français – dont beaucoup de juifs – dénonçant un «nouvel antisémitisme» marqué par la «radicalisation islamiste».⁶¹ Alors qu'on a observé des vagues d'émigration de juifs français en Israël au cours des dernières années, les signataires du manifeste ont condamné ce qu'ils ont

⁵² Anushka Asthana, 'Nine terrorist attacks prevented in UK last year, says MI5 boss, *The Guardian*, 5th December 2017, <https://www.theguardian.com/uk-news/2017/dec/05/nine-terrorist-attacks-prevented-in-uk-in-last-year-says-mi5-boss> (accessed 24th June 2018) in December 2017, British MI5 director general Andrew Parker told the UK government that while five terrorist attacks had been carried out on British soil within the previous 12 months, another nine had been prevented.

⁵³ Kitty Donaldson, 'MI5 Chief Warns of Threat to U.K. from Russia, Islamic State', *Bloomberg*, 14th May 2018, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-05-13/u-k-s-mi5-to-say-european-alliances-never-more-crucial-than-now> (accessed 24th June 2018)

⁵⁴ Ashifa Kassam and Jamiles Larney, 'Quebec City mosque shooting: six dead as Trudeau condemns 'terrorist attack', *The Guardian*, 30th January 2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/jan/30/quebec-mosque-shooting-canada-deaths> (accessed 7th July 2018)

⁵⁵ Bonnie Malkin et al., 'Finsbury Park mosque attack: suspect named as Darren Osborne, 47-year-old who lives in Cardiff – as it happened', *The Guardian*, 20th June 2017, <https://www.theguardian.com/uk-news/live/2017/jun/19/north-london-van-incident-finsbury-park-casualties-collides-pedestrians-live-updates> (accessed 24th June 2018)

⁵⁶ Hanna Yusuf, 'Mother who was run over twice by attacker: "I thought I had died"', *BBC News*, 27th March 2018, <https://www.bbc.co.uk/news/uk-43544115> (accessed 12th July 2018)

⁵⁷ Michael Lipka, 'Muslims and Islam: Key findings in the U.S. and around the world,' *Pew Research Center*, 9th August 2017 <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/08/09/muslims-and-islam-key-findings-in-the-u-s-and-around-the-world/> (accessed 11th July 2018)

⁵⁸ 'What Do Europeans Think About Muslim Immigration?', *Chatham House*, 7th February 2017, <https://www.chathamhouse.org/expert/comment/what-do-europeans-think-about-muslim-immigration#> (accessed 11th July 2018)

⁵⁹ 'Report reveals increase in anti-Muslim sentiment across Germany,' *Daily Sabah*, 24th October 2017, <https://www.dailysabah.com/islamophobia/2017/10/25/report-reveals-increase-in-anti-muslim-sentiment-across-germany> (accessed 7th July 2018)

⁶⁰ Katayoun Kishi, 'Assaults Against Muslims in US Surpass 2001 Level,' *Pew Research Center*, 15th November 2017, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/11/15/assaults-against-muslims-in-u-s-surpass-2001-level/> (accessed 21st February 2018)

⁶¹ ' "Contre le nouvel antisémitisme" : des centaines de personnalités signent une tribune', *Le Figaro*, 22nd April 2018, <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/04/22/01016-20180422ARTFIG00027-contre-le-nouvel-antisémitisme-des-centaines-de-personnalités-signent-une-tribune.php> (accessed 24th June 2018)

ÉTUDE DE CAS: ESPAGNE

DES ISLAMISTES CONDUISENT UNE CAMIONNETTE DANS LA FOULE, TUANT 15 PERSONNES

Août 2017: un islamiste marocain de 22 ans, Younes Abouyaaqoub, a conduit un camion à grande vitesse à travers la foule, le long de Las Ramblas à Barcelone, tuant 15 personnes et en blessant plus de 120 autres. L'État islamique (Daech) a revendiqué la responsabilité de l'attentat.

Younes Abouyaaqoub a d'abord réussi à s'échapper, mais la police a pu tracer sa localisation. Trois jours plus tard, il a été abattu près de la ville de Subirats, à 50 km de Barcelone. À l'époque, il portait une fausse ceinture d'explosifs et on l'a entendu crier «Allahu Akbar».

Cette semaine-là, d'autres incidents violents ont eu lieu dans la région. La veille de l'attaque de Las Ramblas, une maison a été détruite par une explosion à Alcanar (dans la province de Tarragone). Selon la police, l'engin incendiaire fabriqué sur place était destiné à attaquer l'emblématique cathédrale de la Sagrada Familia, de Gaudi, à Barcelone. Le lendemain des atrocités de Las Ramblas, une voiture s'est encastrée dans un véhicule de police sur le front de mer, à Cambrils, toujours dans la province de Tarragone. Un des agresseurs a poignardé une femme. La police a tué cinq terroristes présumés. Les autorités espagnoles ont établi un lien entre ces événements et une cellule terroriste de 12 membres dirigée par l'imam militant Abdelbaki Es Satty.

Selon le rapport de 2016 sur la sécurité nationale espagnole, «le processus de radicalisation s'est accéléré» non seulement à Barcelone, mais aussi ailleurs en Catalogne, «et la communauté islamique se caractérise comme étant la plus radicale, avec plus de liens avec d'autres extrémistes en Europe».

Après les attentats, jusqu'à 1000 musulmans ont défilé sur Las Ramblas avec une bannière indiquant «les musulmans contre le terrorisme». Le grand rabbin de Barcelone, Meir Bar-Hen, a décrit l'Espagne comme une «plaqué tournante de la terreur islamiste pour toute l'Europe». Il a suggéré que les juifs émigrent en Israël parce que «l'Europe est perdue».

Sources: Gencat.cat, 30 août 2017; Guardian, 22 août 2017; Independent, 20 août 2017; Sky News, 18 août 2017; Telegraph, 21 août 2017; La Vanguardia, 21 août 2017; Informe Anual de Seguridad Nacional 2016.

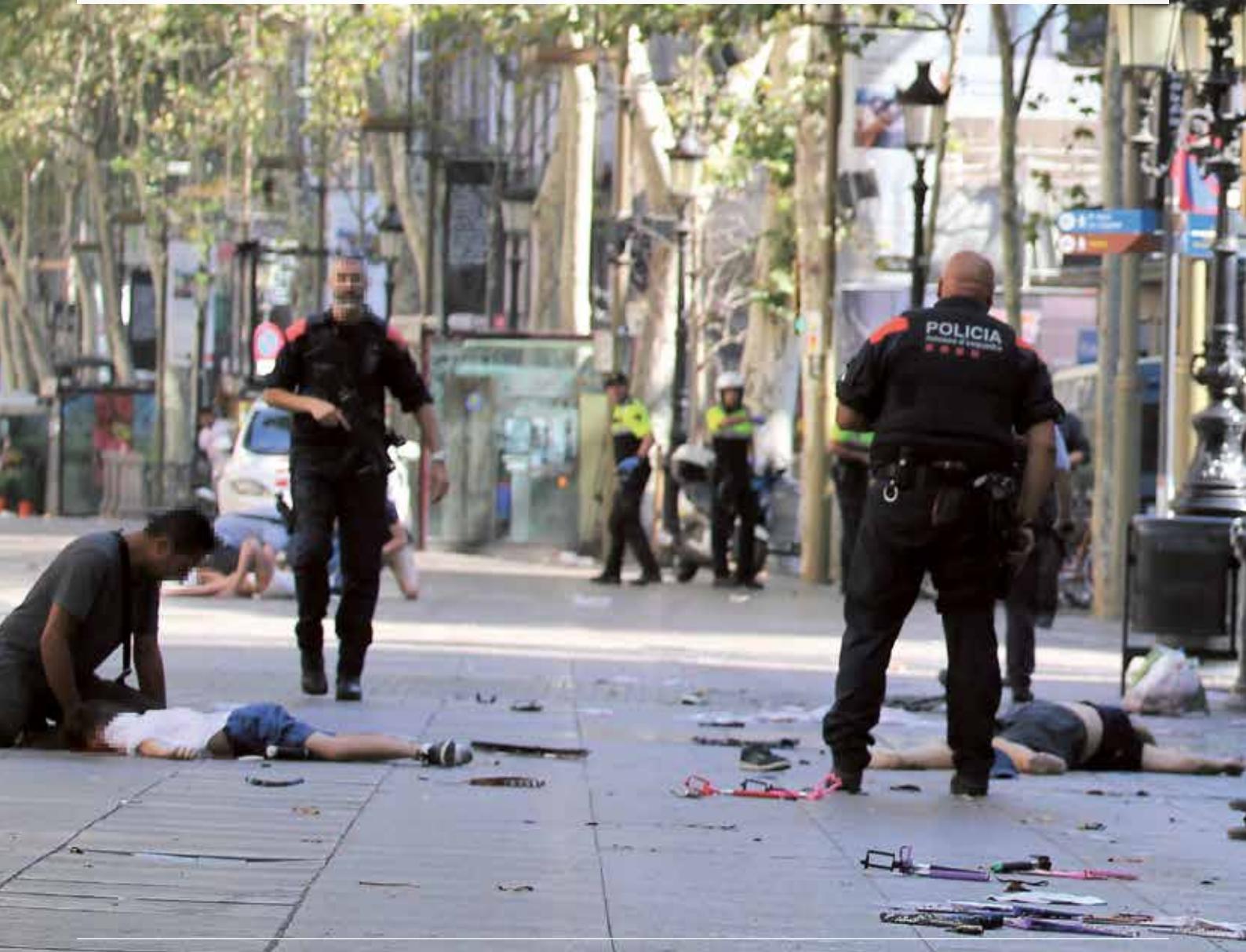




Foto: David Armengou/AF Armengou Fotografia

ÉTUDE DE CAS: FRANCE



décrivé comme une «purge ethnique silencieuse» entraînée par la montée du fondamentalisme islamiste, en particulier dans les quartiers ouvriers.⁶²

Dans ce contexte, certains éléments suggèrent un décalage minime, mais potentiellement significatif, par rapport à la foi et aux pratiques religieuses traditionnelles parmi les personnes provenant de pays en voie de développement, arrivées récemment en Occident. Cela a affecté un certain nombre de groupes confessionnels. En mars 2018, le Pew Research Center a publié des recherches montrant que «23% des Américains élevés en tant que musulmans ne s'identifiaient plus à leur foi». Cependant, il est important de noter que «la plupart d'entre eux sont silencieux quant à leur infidélité», craignant une possible exclusion sociale, en particulier de leur famille.⁶³ Certains éléments semblent également suggérer que l'abandon de la pratique musulmane traditionnelle ait lieu non seulement dans certains pays occidentaux, mais aussi dans certains pays islamiques. Le Conseil des ex-musulmans de Grande-Bretagne a déclaré en mars 2018 que, tandis que 3,3 millions d'exemplaires du livre de Richard Dawkins

The God Delusion s'étaient vendus depuis 2006, «la version pdf non officielle en arabe a été téléchargée 13 millions de fois».⁶⁴ Le Conseil a souligné que les arabophones et les musulmans d'autres pays étaient réticents à abandonner leur foi publiquement, ou même à la remettre en question. Il s'agit d'une réaction à ce que le Conseil a décrit comme «l'autoritarisme de la règle religieuse... et sa violence implacable», et au fait que l'apostasie est techniquement possible de la peine de mort dans l'islam.⁶⁵

En résumé, la période faisant l'objet du présent rapport a connu des avancées importantes en faveur de la liberté religieuse, qui n'auraient guère pu être prédictes au moment du dernier rapport, publié en 2016. Parmi celles-ci, il y a les conséquences des pertes territoriales massives subies par l'État islamique et certains autres groupes extrémistes, en Irak et en Syrie, au nord-est du Nigeria et ailleurs. Non seulement cela a mis fin aux violations extrêmes de la liberté religieuse commises par les islamistes, mais cela a également annoncé, dans certains cas au moins, le retour des groupes confessionnels minoritaires qui avaient été expulsés par les extrémistes. Cependant, si l'extrémisme

⁶² 'The New Antisemite', 22nd April 2018, <http://antisemitism-europe.blogspot.com/2018/04/france-300-personalities-denounce-quiet.html> (accessed 24th June 2018)

⁶³ 'The number of ex-Muslims in America is rising', *The Economist*, 17th May 2018, <http://media.economist.com/news/united-states/21738904-yet-even-land-free-apostasy-isnt-easy-number-ex-muslims-america> (accessed 24th June 2018)

⁶⁴ 'Demand for atheism rises in countries under Islamic rule', *ex-Muslim*, 27th March 2018, <https://www.ex-muslim.org.uk/2018/03/demand-for-atheism-rises-in-countries-under-islamic-rule/> (accessed 24th June 2018)

⁶⁵ 'Demand for atheism rises in countries under Islamic rule', *ex-Muslim*, 27th March 2018, <https://www.ex-muslim.org.uk/2018/03/demand-for-atheism-rises-in-countries-under-islamic-rule/> (accessed 24th June 2018)

UNE JUIVE JETÉE PAR LA FENÊTRE DU TROISIÈME ÉTAGE

Avril 2017: Sarah Halimi, une grand-mère juive de 65 ans, a été frappée et jetée par la fenêtre de son domicile, du troisième étage d'un immeuble parisien. C'est un musulman d'origine malienne, vivant dans le même bloc d'appartements, qui a été inculpé de son assassinat. À la date de rédaction du présent rapport, son procès était encore pendant. Les voisins ont déclaré avoir entendu l'homme crier des slogans religieux en arabe pendant le massacre, dont des passages du Coran.

Certaines personnes se sont déclarées préoccupées par le fait que les autorités françaises et les médias soient réticents à mentionner la dimension religieuse du crime. Les manifestants – groupes juifs, intellectuels éminents et quelques personnalités politiques – ont été particulièrement irrités par l'absence de mention du caractère antisémite dans l'accusation visant l'agresseur. L'agresseur de Madame Halimi a plaidé la démence temporaire: il avait fumé beaucoup de cannabis avant l'attaque et les psychiatres sont divisés quant à savoir s'il était apte à subir un procès. Dix mois après l'attentat, les tribunaux ont officiellement requalifié la mort de Madame Halimi comme «un meurtre aggravé par le facteur d'antisémitisme».

L'ampleur de l'antisémitisme en France est soulignée par le fait que, moins d'un mois après que le juge a confirmé que le meurtre de Sarah Halimi avait été motivé par l'antisémitisme fin février 2018, une autre grand-mère de 85 ans et survivante de l'Holocauste, Mireille Knoll, a été poignardée à plusieurs reprises dans sa maison par deux hommes. Son corps a ensuite été brûlé.

La France est le foyer de la plus grande population juive d'Europe occidentale, et beaucoup de membres de cette communauté de 465 000 personnes se sont plaints pendant des années d'une augmentation des crimes de haine antisémite. Face à de telles attaques, il y a eu ces dernières années une forte hausse de l'émigration juive, avec beaucoup de départs vers Israël.

La mort de Madame Halimi a incité les médias à renouveler leur analyse, en soulignant qu'une montée de l'antisémitisme, en particulier parmi les sections radicales de la communauté musulmane, ressortait de différentes enquêtes.

Sources: Jewish Chronicle, 24 août 2017, 12 juillet 2018; Telegraph, 28 février 2018; Jerusalem Post, 26 juin 2018.

islamiste a été repoussé dans certaines régions, il s'est répandu dans d'autres, ce qui a eu des conséquences dévastatrices dans certaines parties de l'Afrique, dont la ceinture centrale du Nigéria et la Somalie, sans compter l'importation de l'islam wahhabite à Madagascar. L'islamisme militant a été l'un des nombreux facteurs qui ont provoqué un ralentissement brutal de la liberté religieuse entre 2016 et 2018, notamment en Europe, qui a été victime du terrorisme de proximité. Le nationalisme – en particulier des gouvernements – est devenu de plus en plus agressif, avec des conséquences profondément inquiétantes pour les groupes confessionnels minoritaires. Cette évolution, qui peut être qualifiée d'ultranationaliste, est particulièrement importante parce qu'elle est maintenant dominante en Chine, en Russie et en Inde, puissances mondiales dont l'influence est croissante dans le monde entier. D'autres gouvernements sont de plus en plus ultra-nationalistes dans leur hostilité envers les groupes minoritaires, notamment le régime birman dont la violence contre les musulmans rohingyas a choqué les observateurs des droits de l'homme du monde entier. *Cette attention des médias est l'exception à la tendance dominante: un rideau culturel est tombé, derrière lequel les minorités religieuses souffrent alors que l'Occident religieusement analphabète détourne son regard.* En Europe et ailleurs en Occident, peu de choses ont été faites pour transformer les inquiétudes en un programme concret destiné à défendre et à maintenir la liberté religieuse. Et ce n'est pas comme si les pays où les communautés confessionnelles souffrent n'étaient pas conscients de la liberté religieuse. Les fiches sur les différents pays, rédigées pour le présent *Rapport 2018 sur la liberté religieuse dans le monde*, ont clairement

montré à maintes reprises que les brimades les plus graves contre des groupes confessionnels vivant dans le respect de la loi ont lieu dans des pays où l'expression des principes de la liberté religieuse est à la fois éloquente et ambitieuse. Tandis que peu de gens se posent des questions sur la valeur de la liberté religieuse en Occident, ce thème semble avoir perdu du terrain face à d'autres droits – notamment en matière de race, de sexe et de sexualité – dont la défense est sans doute perçue comme entravée par la religion. Et pourtant, dans un monde décrit comme un village planétaire, où les échanges culturels se sont élargis massivement à travers les grands médias et les changements technologiques, les migrations massives et la mobilité sociale, les perspectives de paix et de cohésion communautaire seront inévitablement freinées par l'analphabétisme permanent et l'apathie dans le domaine religieux. Car il n'en demeure pas moins que, pour la majorité des gens de la planète, la religion est une force motrice cruciale et souvent prééminente. L'Occident ignore cela à ses risques et péril.

FICHE D'INFORMATION

Crise au sein de l'islam

Par Marc Fromager

Les sondages montrent que beaucoup d'Occidentaux ont un rapport ambigu à l'islam, mêlé d'ignorance et de crainte.¹ De fait, l'islam fait régulièrement la Une des médias, mais le plus souvent de manière négative, avec l'évocation de violences impliquant des extrémistes. En plus de cela, certaines parties de la société s'inquiètent de la visibilité croissante des musulmans dans la société occidentale. Cela concerne à la fois la question des vêtements distinctifs des musulmans et la croissance numérique de la communauté – qui contraste fortement avec la population vieillissante d'autres parties de la société occidentale.

Tout cela donne une impression de force et de conquête progressive de l'Occident, du moins de l'Europe. Cela s'ajoute aux prédictions selon lesquelles les musulmans seraient en train de devenir la population majoritaire de certaines villes et régions. Les musulmans constituent 13% de la population à Rotterdam, mais 70% des jeunes de la ville ont des origines immigrées, beaucoup d'entre eux étant originaires de pays musulmans, dont la Turquie et le Maroc.²

Pendant ce temps, les enquêtes démographiques prédisent que, dans deux générations, le nombre de musulmans au sein de l'Europe entière aura doublé et qu'ils représenteront plus de 10% de la population.³ Des groupes extrémistes ont ouvertement déclaré leur objectif, comme l'a dit un djihadiste australien, de «diriger les armées du djihad qui conquerront l'Europe et l'Amérique»⁴. En septembre 2016, le cardinal Christoph Schönborn, archevêque de Vienne, a fait une homélie en sa cathédrale, posant la question: «Va-t-il maintenant y avoir [une autre] tentative de conquête islamique de l'Europe ? Beaucoup de musulmans le pensent et le souhaitent ardemment, et ils disent: c'est la fin de l'Europe»⁵.

Et pourtant, bien que l'islam fasse preuve d'une telle confiance quant à son expansion, il y a une crise grandissante en son sein – d'une certaine manière, dissimulée. Tout d'abord, il y a la division, pour ne pas dire la guerre ouverte, entre les deux branches principales de l'islam – les sunnites et les chiites. Les

tensions proviennent en grande partie des divisions sectaires entre l'Arabie Saoudite, promoteur de l'islam sunnite wahhabite, et l'Iran qui s'est transformé en une puissance chiite en 1979, ces changements ayant «ravivé une rivalité sectaire séculaire quant à la véritable interprétation de l'islam».⁶ Même au sein de ces deux grands groupes, il y a des conflits, notamment en ce qui concerne les zones géographiques d'influence. Les incidents violents entre Al Nusra et l'État islamique (Daech) – les deux groupes sunnites – en Syrie sont bien documentés.⁷ Les événements au Proche-Orient, en Indonésie, au Pakistan et dans d'autres régions d'Asie indiquent une radicalisation dans certaines parties du monde musulman. Ce ne serait pas problématique en soi – après tout, les musulmans ont le droit de pratiquer leur foi comme ils le jugent approprié – sauf que cette radicalisation est souvent accompagnée d'une intolérance envers autrui. Dans les zones où les musulmans radicaux sont (pour le moment) une minorité, il y a un refus de s'intégrer⁸, et dans les autres zones, où ils sont prédominants, ils font preuve d'une discrimination active et souvent menaçante à l'égard des minorités.⁹

Cela dit, les origines de cette radicalisation indiquent des signes de faiblesse. D'une part, il y a les facteurs externes – la dépendance à l'égard de l'argent du Golfe¹⁰, qui s'accompagne d'une wahhabisation d'un certain nombre de communautés sunnites. L'Arabie Saoudite, principal promoteur de wahhabisme, a été critiquée quand elle a répondu à la crise européenne des réfugiés en 2015 «en offrant de construire 200 mosquées en Allemagne... une mosquée par centaine de réfugiés entrés en Allemagne».¹¹ D'autre part, il y a les facteurs internes, l'affrontement culturel et philosophique avec la modernité et l'impact de la mondialisation par laquelle les valeurs et normes occidentales se répandent, notamment à travers les médias sociaux.

Enfin, il y a des preuves du fait que certains musulmans quittent l'islam – soit pour embrasser l'athéisme¹² soit pour se convertir au christianisme. Selon certaines informations, le nombre de convertis secrets serait en hausse¹³, y compris dans des pays comme la Suède.¹⁴

¹ Harry Farley, Christian Today, 30 août 2017, <https://www.christiantoday.com/article/islam-and-the-west-worrying-report-reveals-britons-attitudes-to-muslims/112717.htm>

² 'Rotterdam, Netherlands – Intercultural City, Council of Europe, <https://www.coe.int/en/web/interculturalcities/rotterdam>

³ The Guardian, 2 avril 2015 <https://www.theguardian.com/world/2015/apr/02/muslim-population-growth-christians-religion-pew>

⁴ Daily Mail, 14 avril 2016, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-3538989/Australian-Muslim-extremist-Ismail-al-Wahwah-leads-Hizb-ut-Tahrir-calls-armies-jihad-conquer-Europe-America.html>

⁵ Catholic News Agency, 14 septembre 2016, <https://www.catholicnewsagency.com/news/cardinal-schnborn-warns-of-islamic-conquest-of-europe-59849>

⁶ Council on Foreign Relations, <https://www.cfr.org/interactives/sunni-shia-divide#/sunni-shia-divide>

⁷ Sputnik International, 5 mars 2017 <https://sputniknews.com/middleeast/201703051051283235-daesh-nusra-fight-syria/>

⁸ "Selon le Dr Ahmed Ibrahim Khadr, la loyauté des radicaux va d'abord à l'islam tandis que la loyauté des modérés va d'abord à l'État, indépendamment de la religion. Les radicaux rejettent l'idée de l'égalité religieuse parce que la vraie religion d'Allah est l'islam; les modérés l'acceptent." Raymond Ibrahim, Gladstone Institute, 25 mai 2016, <https://www.gatestoneinstitute.org/8101/radical-moderate-islam>

⁹ "Un phénomène nouveau et très triste est la persécution des chrétiens et des autres minorités religieuses dans les pays à majorité musulmane, laquelle a considérablement augmenté depuis l'essor des groupes extrémistes, Dialogue Islam, 2 avril 2016, <https://dialogueireland.wordpress.com/2016/04/02/tackling-islamist-extremism-by-shaykh-umar-al-qadri-in-the-irish-catholic/>

¹⁰ Taj Hargey, The Oxford Times, 30 mai 2013, http://www.oxfordtimes.co.uk/news/opinions/first_person/10453482.First_person__Dr_Taj_Hargey__We_must_seize_agenda_back/

¹¹ Adam Withnall, The Independent, 11 septembre 2015, <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/saudi-arabia-offers-germany-200-mosques-one-for-every-100-refugees-who-arrived-last-weekend-10495082.html>

¹² The Guardian 15 mai 2015 <https://www.theguardian.com/global/2015/may/17/losing-their-religion-british-ex-muslims-non-believers-hidden-crisis-faith>

¹³ Premier Christianity, juin 2016 <https://www.premierchristianity.com/Past-Issues/2016/June-2016/Muslims-turning-to-Christ-a-global-phenomenon>

¹⁴ Hollie McKay, Fox News, 17 janvier 2018, <http://www.foxnews.com/world/2018/01/17/christian-convert-from-iran-converting-muslims-in-sweden.html>



Foto: Marco Ugarte/AP/Shutterstock

ÉTUDE DE CAS: MEXIQUE

DES MEMBRES DU CLERGÉ VISÉS PAR DES ORGANISATIONS CRIMINELLES

Septembre 2016: Des proches et des paroissiens se sont rassemblés à l'église Notre-Dame de l'Assomption à Paso Blanco, dans l'État de Veracruz, au Mexique, pour la messe de funérailles d'un prêtre assassiné, le père Jose Alfredo Suarez de la Cruz. Il s'agissait de l'un des deux prêtres que les autorités ont retrouvés ligotés et criblés de balles au bord de la route, dans l'État de Veracruz.

Des milliers de Mexicains innocents ont été tués au cours des cinq dernières années, dont au moins 23 prêtres. L'origine du problème est le crime organisé, dont les cartels de la drogue et les gangs qui font du trafic de carburant volé. Les prêtres catholiques ont été ciblés, parce que l'Église a critiqué avec véhémence les criminels et les fonctionnaires corrompus qui les soutiennent. Le père Sergio Omar du Centre Catholique Multimédia (CCM) au Mexique a déclaré: «Tuer un prêtre représente pour les organisations criminelles la démonstration de leur pouvoir».

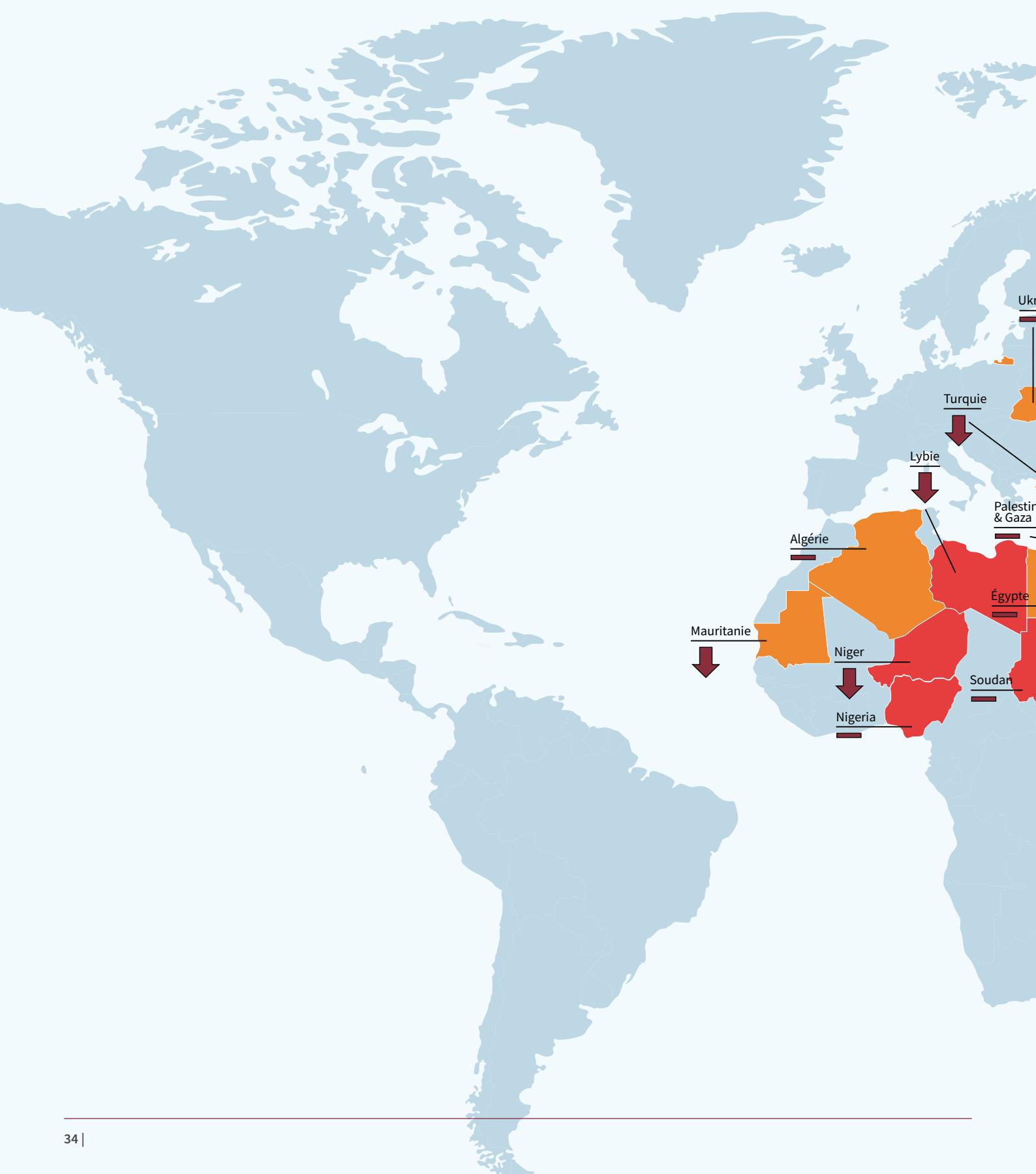
Les organes d'information au Mexique, dont le CCM, ont déclaré que les cartels de drogue avaient formé des alliances avec certains responsables politiques et juges, ainsi qu'avec des membres de la police et des forces de sécurité, «causant une décomposition de la société du haut vers le bas».

Le Mexique est le pays le plus dangereux d'Amérique latine pour les prêtres – ils subissent des enlèvements, des fusillades, des coups de couteau, ils sont passés à tabac, et des attentats à la bombe visent les églises, y compris la cathédrale de Mexico. Le CCM a noté 884 cas de prêtres menacés ou victimes de chantage rien qu'en 2017. Le Centre a ajouté que 51 prêtres avaient été tués au cours des 30 dernières années, 80% des prêtres assassinés ayant également été torturés.

Sources: Aid to the Church in Need (UK) news, 25 avril 2018; Catholic Herald, 20 avril 2018; Catholic News Agency, 11 août 2017; USA Today, 24 avril 2018; Interview with the Catholic Multimedia Centre, Mexico.

PAYS OÙ LES VIOLATIONS DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE SONT SIGNIFICATIVES

Cette carte indique les pays où il existe un niveau important de discrimination ou de persécution selon l'analyse du Rapport sur la liberté religieuse dans le monde. Pour plus de détails, veuillez consulter le tableau des pages suivantes.



Nature de la persécution ou de la discrimination

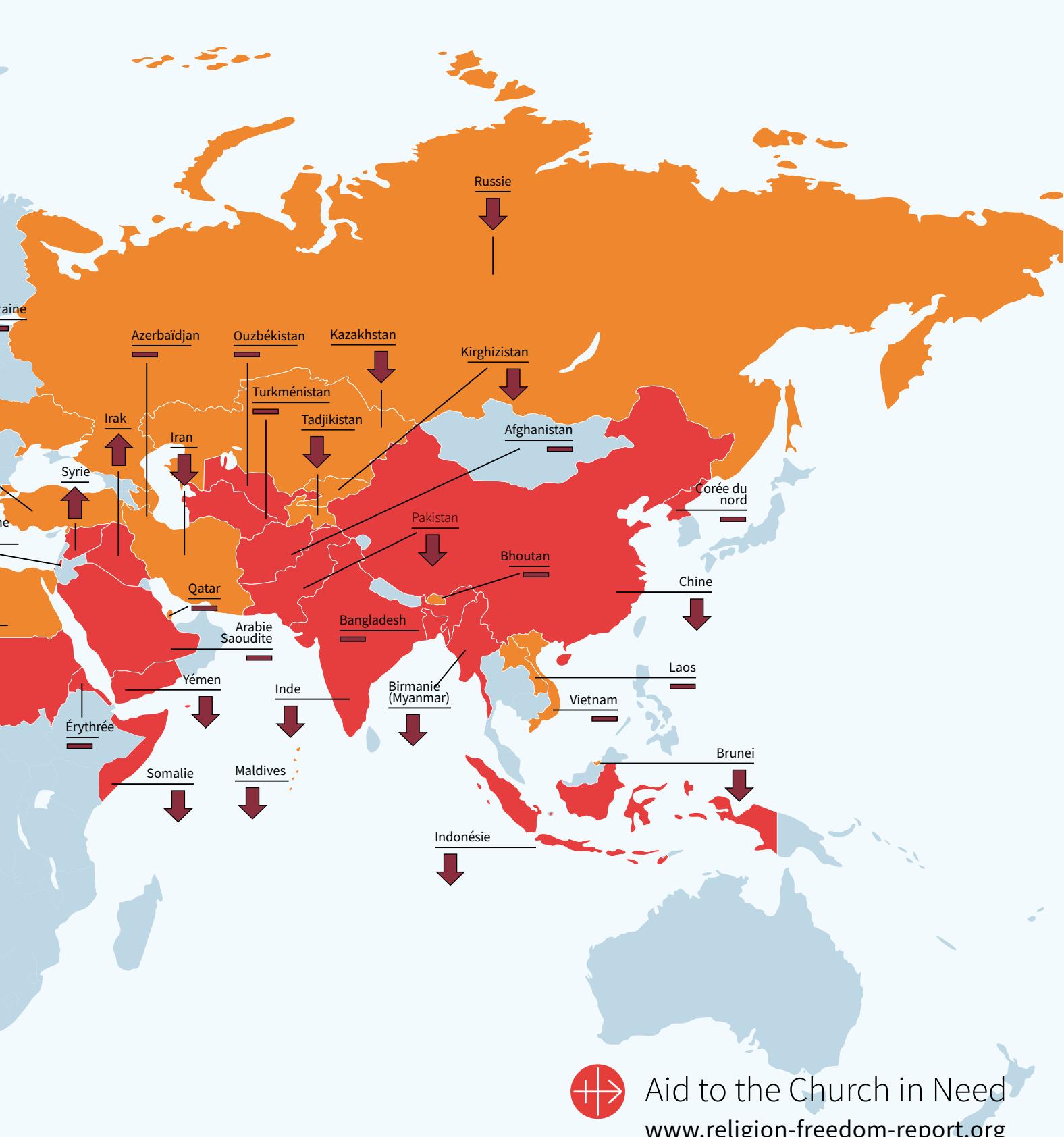
■ = Persécution

■ = Discrimination

↑ = Amélioration depuis 2016

— = Stagnation depuis 2016

↓ = Dégradation depuis 2016



Aid to the Church in Need
www.religion-freedom-report.org

PAYS OÙ LES VIOLATIONS DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE SONT SIGNIFICATIVES

PAYS	CATÉGORIE	PAR RAPPORT À JUIN 2016	CONTREVENANT PRINCIPAL	INDICATEURS CLÉS
Afghanistan	●	—	NON ÉTATIQUE	Peine de mort en cas de blasphème. Se convertir en quittant l'islam est illégal. Pas d'églises publiques. Les chrétiens et les bahaïs sont parmi les groupes qui pratiquent en secret. Des extrémistes ont attaqué les mosquées et les quartiers chiites. Entre janvier 2016 et novembre 2017, 51 attaques contre des groupes religieux selon les Nations Unies – 870 victimes civiles.
Algérie	●	—	ÉTATIQUE	Le prosélytisme par des non-musulmans est possible d'une amende et d'une peine de 5 ans de prison. En 2017, un chrétien converti de l'islam a été accusé d'avoir insulté l'islam et a été emprisonné. Les musulmans ahmadis sont victimes de répression gouvernementale.
Azerbaïdjan	●	—	ÉTATIQUE	Les lois ont changé en mai 2017 pour permettre aux ressortissants azéris autorisés et aux citoyens étrangers de diriger des cérémonies islamiques. L'État a augmenté les restrictions frappant les groupes confessionnels non autorisés. En 2016, 26 librairies et maisons ont été inspectées, et de la littérature religieuse non autorisée a été saisie. Il y a eu des amendes pour des rassemblements religieux non autorisés.
Bangladesh	●	—	NON-ÉTATIQUE	Violence islamiste contre des personnalités éminentes – une attaque dans un café commise par des islamistes a tué 22 personnes en juillet 2016. Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, 40 personnes ont été tuées, dont 18 intellectuels, universitaires et éditeurs étrangers, étiquetés comme athées.
Bhoutan	●	—	ÉTATIQUE	Interdiction de tout prosélytisme «étranger» (c'est-à-dire non bouddhiste). Interdiction du personnel religieux non bouddhiste dans le pays. Les religions non bouddhistes doivent être pratiquées en privé. Les chrétiens sont perçus comme une menace pour «l'identité nationale bhoutanaise».
Brunei	●	↓	ÉTATIQUE	Des mesures ont été prises pour approuver le nouveau code pénal de la charia, très restrictif. La propagation d'une autre religion que l'islam est passible d'une peine de prison. Célébrations de Noël interdites depuis 2015. Le gouvernement a catégoriquement interdit l'islam ahmadiyya, les bahaïs et les témoins de Jéhovah.
Birmanie (Myanmar)	●	↓	ÉTATIQUE	688 000 Rohingyas se sont enfuis au Bangladesh pour échapper à la violence de l'armée. D'août à novembre 2017, 354 villages de Rohingyas ont été incendiés par des militaires. Le gouvernement a interdit les moines bouddhistes non autorisés. Au moins 21 villages sont qualifiés de «zones sans musulmans». 66 églises détruites depuis 2011.
Chine	●	—	ÉTATIQUE	Oppression accrue à l'encontre de l'activité religieuse dans tout le pays. Des «réglementations des affaires religieuses», introduites en avril 2018, restreignent fortement les activités religieuses en ligne. Interdiction de vente en ligne de la Bible en avril 2018. Selon des rapports datant de janvier 2018, au moins 100 000 musulmans ouïghours seraient détenus dans des camps de «rééducation».
Égypte	●	—	ÉTATIQUE, NON-ÉTATIQUE	La situation s'est stabilisée avec l'appel du Président à une réforme anti-extrémiste de l'islam. Le gouvernement ne reconnaît pas la conversion de l'islam, et la «religion» inscrite sur la carte d'identité ne peut pas être changée. Les lois et les politiques discriminent les non-musulmans. Profonde intolérance de la société envers les chrétiens.
Érythrée	●	↓	ÉTATIQUE	Manque d'informations fiables sortant du pays. Le gouvernement continue à contrôler étroitement les institutions religieuses. Le harcèlement des groupes non-inscrits continue, y compris les descentes de police et l'incarcération des suspects. En 2017, le gouvernement a pris le contrôle de nombreuses écoles religieuses musulmanes et chrétiennes orthodoxes.

 = Persécution
 = Discrimination
 = Non classé

 = Amélioration
 = Stagnation
 = Dégradation

Ce tableau indique les pays subissant un niveau significatif de discrimination ou de persécution, selon l'analyse effectuée par le Rapport 2016 sur la liberté religieuse dans le monde, et en comparaison avec le précédent Rapport de 2014. Pour plus de détails et voir l'ensemble des 196 pays, se reporter sur le site www.liberte-religieuse.org www.religion-freedom-report.org

PAYS	CATÉGORIE	PAR RAPPORT À JUIN 2016	CONTREVENANT PRINCIPAL	INDICATEURS CLÉS
Inde			ÉTATIQUE, NON-ÉTATIQUE	Entre 2016 et 2017, les attaques contre les chrétiens ont presque doublé, passant à 736. La liberté religieuse en Inde est sur une «tendance baissière» selon les observateurs de la liberté religieuse. Les chiffres du gouvernement du 18 février mettent en évidence l'aggravation de la violence religieuse. Sur 29 États, six ont des lois anti-conversion.
Indonésie			ÉTATIQUE, NON-ÉTATIQUE	Trois églises à Surabaya ont été attaquées le 13 mai 2018, causant la mort de 13 personnes. Persécution des musulmans chiites et ahmadiyyas. Lorsqu'un bouddhiste a demandé que les haut-parleurs d'une mosquée soient éteints en 2017, un temple bouddhiste a été incendié. Des pasteurs ont fui Aceh Singkil après des menaces de mort.
Iran			ÉTATIQUE	Les non-musulmans sont bannis de la magistrature et de la police. Le code vestimentaire islamique est obligatoire pour les femmes non-musulmanes. La condamnation des fidèles dans les églises domestiques a augmenté. Pression accrue sur les bahá'ís – augmentation du nombre de fermetures de magasins appartenant à des bahá'ís. Des dizaines de soufis détenus. Le gouvernement propage l'antisémitisme.
Irak			NON-ÉTATIQUE	Retour des chrétiens et autres chez eux après la défaite de l'État islamique. Le gouvernement respecte la liberté du culte, mais les minorités ne sont pas bien protégées. La loi de 2016 du Kurdistan reconnaît la liberté religieuse, et le projet de constitution admet les droits des non-musulmans.
Kazakhstan			ÉTATIQUE	De nouvelles lois ont augmenté les restrictions à la liberté religieuse, affectant l'instruction religieuse, le prosélytisme et causant la confiscation de matériel religieux non approuvé: les enfants ne peuvent pas assister à des offices religieux à moins qu'un parent les accompagne. En 2017, plus de 280 procès impliquant des personnes accusées d'activité religieuse non autorisée.
Kirghizistan			ÉTATIQUE	Changement de catégorie. Le Kirghizistan était dans la catégorie «non classifié» dans le rapport de 2016. Le climat politique de plus en plus autoritaire rend les choses de plus en plus difficiles pour les groupes religieux. De nouveaux projets de lois visent à réduire l'enregistrement de nouveaux groupes confessionnels et à accroître la censure de la littérature religieuse.
Laos			ÉTATIQUE	Le gouvernement interfère dans les activités religieuses, créant des difficultés pour les groupes confessionnels non enregistrés, en particulier les protestants. Les conversions religieuses sont particulièrement problématiques dans les régions dominées par les animistes. Attaques physiques et juridiques contre les dirigeants de religions non traditionnelles.
Libye			ÉTATIQUE	Bien que la liberté religieuse soit garantie dans la Constitution, la liberté religieuse se détériore en pratique. Interdiction de facto du prosélytisme. L'État islamique a élargi son territoire. Fréquentes attaques contre les chrétiens, y compris des viols et le recours au travail forcé. Recrudescence des assassinats de minorités religieuses.
Maldives			ÉTATIQUE, NON-ÉTATIQUE	Citoyenneté réservée aux seuls musulmans. L'éducation impose «d'inclure l'obéissance à l'islam». L'évangélisation non musulmane est interdite. Impossible de se convertir à une religion autre que l'islam. Pas de lieu de culte chrétien, interdiction de l'importation de Bibles. Attaques contre des personnes accusées de promouvoir «l'athéisme».

PAYS	CATÉGORIE	PAR RAPPORT À JUIN 2016	CONTREVENANT PRINCIPAL	INDICATEURS CLÉS
Mauritanie	●	⬇	ÉTATIQUE, NON-ÉTATIQUE	Citoyenneté réservée aux seuls musulmans. La renonciation à l'islam est sanctionnée par la peine de mort. Le gouvernement a introduit la peine de mort obligatoire pour le blasphème et l'apostasie. Le wahhabisme se propage et affaiblit le gouvernement central, laissant les gens sans autre perspectives d'avenir que de rejoindre les groupes wahhabites.
Niger	●	▬	NON-ÉTATIQUE	Les organisations islamistes gagnent du terrain. De nombreux centres wahhabites sont apparus. Les groupes extrémistes déstabilisent le pays et rendent la vie difficile aux minorités religieuses. Boko Haram a finalement pris la ville de Bossou. Les difficultés économiques poussent les jeunes dans les bras des groupes extrémistes.
Nigeria	●	⬇	NON-ÉTATIQUE	Boko Haram ayant été repoussé, la situation des groupes confessionnels minoritaires s'améliore dans le nord-est. Cependant, la violence des bergers peuls dans la ceinture centrale terrorise les chrétiens. En avril 2018, une attaque contre une église pendant la messe a entraîné la mort de deux prêtres et de 17 paroissiens.
Corée du nord	●	⬇	ÉTATIQUE	Probablement le pire pays au monde pour la liberté religieuse. Déni systématique de toute liberté religieuse. On estime que 25% des chrétiens sont dans des camps de prisonniers. Des traitements particulièrement rudes sont infligés aux chrétiens. La situation est si mauvaise qu'il serait difficile qu'elle puisse s'aggraver.
Pakistan	●	⬇	ÉTATIQUE, NON-ÉTATIQUE	En 2018, le Président de la Conférence des évêques catholiques a décris «une augmentation alarmante de la violence de l'intolérance et de l'extrémisme». Le gouvernement ne lutte pas pour contenir les groupes extrémistes qui ciblent les groupes minoritaires. En 2017, les lois anti-blASPHEMIE ont été étendues pour couvrir les communications électroniques. Augmentation des minorités qui veulent quitter le pays.
Palestine & Gaza	●	⬇	NON-ÉTATIQUE	En 2018, selon des sources ecclésiales locales, le nombre de chrétiens à Gaza aurait chuté de 75%, passant de 4 500 à 1 000 en six ans. Les chrétiens de Gaza font face aux nouveaux défis lancés par l'État islamique, qui est entré dans la bande.
Qatar	●	▬	ÉTATIQUE	La loi criminalise le prosélytisme non islamique. L'approbation de plans pour une église évangélique et de conférences sur le rôle des chrétiens dans la société suggère que la situation s'améliore. Cependant, le pays reste très conservateur, avec des contraintes pour la liberté religieuse aux niveaux étatique et social.
Russie	●	⬇	ÉTATIQUE	Changement de catégorie. La Russie était qualifiée de «non classifiée» en 2016. La loi Yarovaya de 2016 a accru les restrictions imposées aux groupes religieux non autorisés, interdisant la prédication et la diffusion des matériaux. Descentes de police, amendes et arrestations. L'Église gréco-catholique a été forcée de quitter la Crimée. En avril 2017, le QG des témoins de Jéhovah et 395 centres locaux ont été interdits.
Arabie Saoudite	●	▬	ÉTATIQUE	Les signes d'ouverture masquent l'oppression systématique des minorités religieuses. La conversion de l'islam est passible de la peine de mort. Interdiction d'importation et de distribution de matériel religieux non islamique. Interdiction des lieux de culte non musulmans. En mars 2018, le prince héritier a rencontré le Pape copte orthodoxe dans la cathédrale copte d'Égypte.
Somalie	●	⬆	NON-ÉTATIQUE	Graves violations de la liberté religieuse dans les zones où Al-Shabaab a pris pied. Lapidations à mort. En décembre 2017, une vidéo a appelé les extrémistes à «chasser les non-croyants et les églises». Augmentation des attaques par des groupes extrémistes – attaque de Mogadiscio en octobre 2017, près de 600 morts.
Soudan	●	⬇	ÉTATIQUE	Augmentation des peines pour blasphème. Poursuite de la discrimination et de l'oppression des groupes religieux, ciblant notamment les membres d'Églises dans les Monts Nouba. Le gouvernement a annoncé des plans pour démolir 25 églises.

PAYS	CATÉGORIE	PAR RAPPORT À JUIN 2016	CONTREVENANT PRINCIPAL	INDICATEURS CLÉS
Syrie			ÉTATIQUE, NON-ÉTATIQUE	Les groupes extrémistes qui visaient certains groupes confessionnels ont perdu la majeure partie de leur territoire. Les violations des droits de l'homme sont communes aux zones tenues par le gouvernement et à celles tenues par les rebelles, mais les violations de la liberté religieuse sont pires dans ces dernières. En mai 2017, l'État Islamique (Daesh) a tué 52 personnes dans des villages ismaélites.
Tadjikistan			ÉTATIQUE	Loi sur l'extrémisme utilisée par le gouvernement pour justifier l'oppression des versions non autorisées de l'islam. Plus de 8 000 musulmanes arrêtées pour port du voile. En mai 2016, des partis politiques religieux ont été interdits. La répression de toutes les formes de dissidence a augmenté, affaiblissant considérablement la liberté d'expression.
Turquie			ÉTATIQUE	La ligne dure de l'islam, intolérant à l'encontre des groupes non-musulmans, développe son influence dans la société. Le gouvernement turc refuse de reconnaître le nouvel archevêque apostolique arménien. Augmentation des discours de haine contre les groupes protestants à Noël 2016/2017. La Turquie se dirige vers l'autoritarisme, ce qui est de mauvais augure pour la liberté religieuse.
Turkménistan			ÉTATIQUE	La loi de 2016 sur la religion a renforcé les restrictions à la reconnaissance des groupes confessionnels par l'État. Cette loi permet aux groupes enregistrés d'ouvrir des collèges de formation du clergé. Fréquentes descentes de police sur les églises, avec des menaces, des coups, des amendes, des arrestations et des confiscations. De nombreuses églises et mosquées ont été démolies ces dernières années.
Ukraine			ÉTATIQUE, NON-ÉTATIQUE	Les séparatistes de Louhansk, Donetsk et de Crimée ont harcelé des groupes chrétiens non orthodoxes. Vandalisme contre les monuments commémoratifs de l'Holocauste, les synagogues et les cimetières juifs. Persécution des témoins de Jéhovah. En juin 2016, les autorités séparatistes ont adopté de nouvelles lois interdisant la création de «sectes». La nouvelle loi à Lahansk interdit les groupes «non traditionnels».
Ouzbékistan			ÉTATIQUE	En avril 2017, nouvelles peines en cas de violation de la loi sur la liberté religieuse – y compris des peines de huit ans de prison. «Innombrables» descentes de police des autorités. 185 descentes de police contre des témoins de Jéhovah entre septembre 2016 et juillet 2017. La police a torturé 15 fidèles. Des milliers de musulmans pratiquant la religion d'une façon non autorisée sont emprisonnés.
Vietnam			ÉTATIQUE	Restrictions sévères à l'évangélisation. Différends fonciers entre la police et les organisations religieuses. En mars 2018, les agresseurs ont frappé 24 membres de l'ethnie hmong – récemment convertis au christianisme. Le harcèlement des organisations religieuses et les attaques contre le clergé et les fidèles suggèrent que le gouvernement ne devrait pas améliorer son approche de la liberté religieuse.
Yémen			ÉTATIQUE, NON-ÉTATIQUE	Prosélytisme interdit. La conversion de l'islam à une autre religion interdite. Le Yémen est une base pour les groupes islamistes. L'ONU a mis en garde contre «l'escalade récente» de la persécution des baháïs. Un prêtre enlevé dans un foyer de personnes âgées et détenu pendant 14 mois. Les Houthis considèrent la communauté juive comme «ennemie».
Kenya			NON-ÉTATIQUE	Changement de catégorie. Le Kenya était dans la catégorie «persécution» dans le rapport de 2016. Forte baisse des attaques d'Al Shabaab en raison des mesures de sécurité du gouvernement. Le Kenya a été sorti de la catégorie «persécution».
Tanzanie			NON-ÉTATIQUE	Changement de catégorie. La Tanzanie était dans la catégorie «persécution» dans le rapport de 2016. Déclin de l'activité des groupes islamistes militants. Pas d'incidents graves au cours de la période faisant l'objet du présent rapport. D'autres incidents, dont des actions judiciaires menées contre des pasteurs pentecôtistes, semblent avoir eu des motifs politiques. Les perspectives se sont améliorées pour la liberté religieuse.



L'Aide à l'Église en Déresse est une œuvre de bienfaisance catholique qui soutient les fidèles partout où ils sont persécutés, opprimés ou dans le besoin – par l'information, la prière et l'action. Fondée le jour de Noël de 1947, l'AED est devenue une Fondation pontificale de l'Église en 2011. Chaque année, l'œuvre de bienfaisance répond à plus de 5.000 demandes d'aide d'évêques et de supérieurs religieux dans environ 140 pays. Cela concerne la formation des séminaristes, l'impression de Bibles et de littérature religieuse (y compris la Bible de l'enfant de l'AED, dont plus de 51 millions exemplaires ont été imprimés dans plus de 180 langues), le soutien aux prêtres et religieux vivant des situations difficiles, la construction et restauration d'églises et de chapelles, la diffusion de programmes religieux et l'aide aux réfugiés.